Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

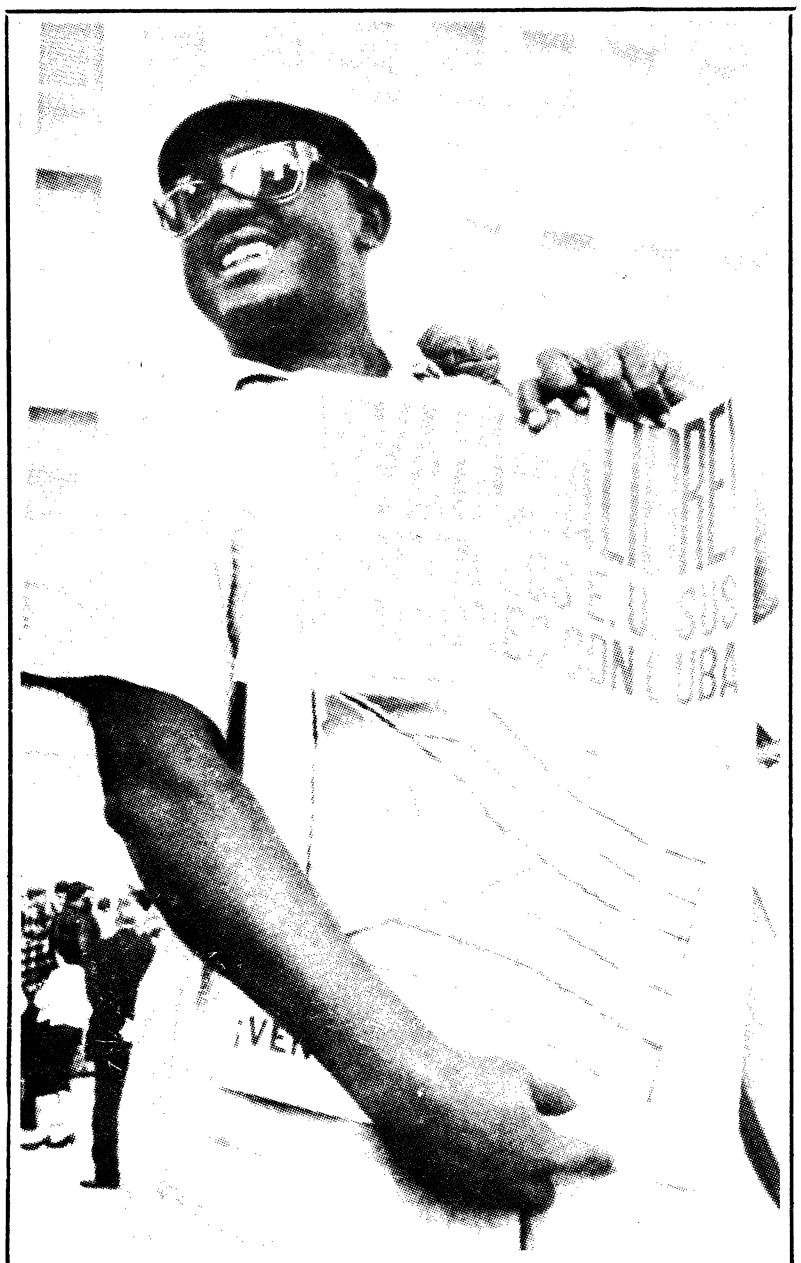
ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 6 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE** **3 JANVIER 1968** **PRIX : 1 F**

SUEZ:

Un canal déblayé ne fait pas la paix

(voir page 3)



A QUAND LE « RENEGAT » CASTRO ?

(Voir page 4)

LE « DROIT DE SUITE » ET L'EXTENSION DE LA GUERRE EN EXTRÊME-ORIENT

INTERROMPUS quelques heures à peine par les trêves de Noël et du Nouvel An, les combats se poursuivent, chaque jour plus sanglants, au Vietnam, et malgré les vœux pieux et les prières pontificales, rien ne permet de prévoir une fin prochaine à la tragédie que vit depuis plus de vingt ans ce courageux petit peuple.

L'Etat-major américain engage dans le conflit des troupes sans cesse plus nombreuses. Il y a aujourd'hui 478.000 soldats U.S. au Vietnam (plus qu'il n'y en eut jamais en Corée), et ce nombre passera à 525.000, annonce-t-on, dans les premiers mois de 1968. D'ores et déjà, compte tenu des corps expéditionnaires sud-coréen, australien, etc... c'est plus de 530.000 hommes que l'impérialisme aligne à côté des troupes du gouvernement fantoche de Saïgon.

Ce chiffre est significatif. Que dans un petit pays de 14 millions d'habitants, une armée de 530.000 hommes, bien entraînée, disposant du matériel de guerre le plus moderne, soit incapable de remporter des succès militaires décisifs, cela montre bien que ce n'est pas seulement à quelques bandes de guérilleros qui ne représenteraient rien, même soutenus par quelques régiments venus du nord, comme voudrait nous le faire croire le gouvernement américain et ses valets, mais bien à tout un peuple que l'impérialisme fait la guerre.

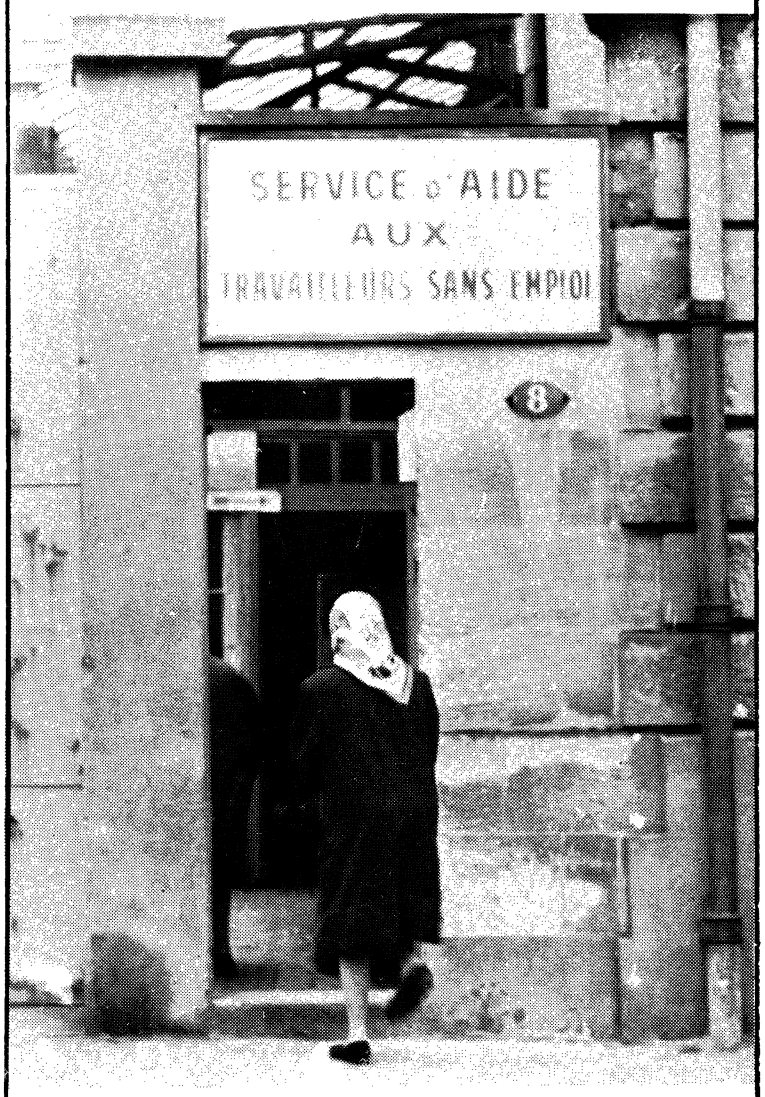
Incapable de vaincre au Sud-Vietnam, l'état-major américain trouve des « solutions » qui rappellent celles que préconisaient bon nombre de cadres militaires français en Algérie. Après l'escalade des bombardements contre le Nord-Vietnam, on parle beaucoup ces temps-ci du « droit de suite » que pourraient exercer les troupes américaines au Cambodge.

Que l'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas seulement de justifier par avance quelques incursions occasionnelles sur le territoire cambodgien. De telles incursions ont déjà eut lieu sans que les dirigeants américains se sentent obligés de s'en expliquer. Si l'on en parle tant, ce ne peut être qu'en prévision d'éventuelles opérations de plus grande envergure.

Mais même s'il est vrai que les troupes Vietcong disposent sur le territoire cambodgien de camps militaires et de bases de ravitaillement, une

(Suite page 2)

UN FLÉAU DU CAPITALISME: LE CHOMAGE



Les prévisions du Ve plan se confirment nettement, d'année en année, du moins en ce qui concerne la dégradation du niveau de vie des travailleurs et, en premier lieu, le nombre de chômeurs.

En l'espace d'un an, le nombre des personnes « à la recherche d'un emploi » s'est accru de 50 %. Près de 300.000 chômeurs en novembre 1966, 400.000 en octobre et enfin 450.000 à la fin du mois de novembre 1967.

(Suite page 7)

SNCF:

Il y a 100 ans on construisait des lignes.

Aujourd'hui on les supprime

(voir page 5)

Après les mesures d'amnistie à Athènes

LA "DÉMOCRATIE" DES COLONELS

« LA démocratie est née ici et c'est un honneur de combattre pour elle ». Cette honorable phrase sort de la bouche du fameux démocrate grec, le colonel Papadopoulos. Plus exactement de la bouche de Monsieur Papadopoulos, simple premier ministre, de son état, car le premier acte de « démocratisation » du régime fut précisément de s'attaquer au caractère militaire du gouvernement, en demandant aux ministres-colonels de laisser leurs uniformes et titres à la porte du conseil des ministres.

Le deuxième acte de cet élan aussi subit qu'imprévisible des dictateurs d'Athènes vers la « démocratie » fut de promettre une constitution dont personne n'a vu encore la couleur. Enfin, le troisième acte, qui fit couler le plus d'encre, était d'annoncer la libération des détenus politiques à l'exception des « bandits communistes » et des « dynamiteurs ».

A l'exception de ces deux catégories — l'a-t-on appris par Papadopoulos — « depuis Andréas Papandréou jusqu'au dernier grec détenu, tous les autres seront libérés et pourront entamer leur période de repentir devant le Christ nouveau-né ».

Manifestement la catégorie des « bandis communistes » et des « dynamiteurs » est très extensible, et sur les 3 000 internés politiques officiellement reconnus, 300 seulement devront bénéficier en fin de compte des mesures d'amnistie. 75 détenus en tout et pour tout ont quitté jusqu'ici les geôles des « démocrates » colonels. Les déportés des tristement célèbres îles de Yaros et de Leros en particulier, qualifiés de « dangereux communistes », n'ont aucun espoir de bénéficier des mesures d'amnistie annoncées à grand fracas.

Au lendemain des déclarations d'amnistie, le retour du roi paraissait imminent pour le Nouvel An. Il apparaît que, même sur ce plan, les colonels semblent hésiter. Il n'en reste pas moins que les seuls bénéficiaires de mesures de grâce furent les proches amis du roi, et, d'une manière plus générale, quelques personnalités de la droite classique, arrêtées surtout au moment du putsch royal manqué.

(Suite page 2)

Pauvre Norodom !..

LE prince Norodom Sihanouk est sans doute l'un des chefs d'Etat du « Tiers monde » le mieux considéré par la presse française, pourvu qu'elle ne soit pas trop réactionnaire. Il cumule ces rares qualités d'être à la fois décoratif, pittoresque même d'une part, et tout à fait présentable d'autre part.

Côté décoratif, chacun admire l'habileté avec laquelle il a su troquer à temps sa couronne héréditaire contre un titre d'apparence plus démocratique, en rapport avec les exigences du siècle, n'hésitant pas au besoin, à se proclamer « socialiste ». Et puis, il a le sens de l'humour, allant jusqu'à se faire le correspondant particulier à Pnom-Penh du « Canard Enchaîné ».

Côté présentable, il est l'un des champions les plus neutres du neutralisme, ami des U.S.A. comme de l'U.R.S.S., jamais de propos violemment anti-impérialistes, mais pas non plus de réputation de corruption. Et comble de bonheur, il dirige les destinées d'un Etat qui, dans l'Extrême-Orient bouleversé par la guerre, et vu de loin, semble être une oasis de calme et de stabilité.

Ou du moins, semblait jusqu'à ces jours derniers, puisque l'état-major américain agite d'une manière de plus en plus insistante son prétendu « droit de poursuite » des combattants vietcong sur le territoire cambodgien.

La première réaction du chef de l'Etat khmer a été remarquable de fermeté. « Les troupes américaines se heurteront à la résistance acharnée de l'armée et du peuple cambodgien », déclarait un communiqué gouvernemental. La seconde réaction fut beaucoup plus nuancée, elle disait en substance que le chef de l'Etat se bornerait à protester auprès du gouvernement américain.

Et l'on ne voit certes pas ce que pourrait faire d'autre le gouvernement cambodgien, à moins de mobiliser tout le peuple khmer dans une lutte contre l'impérialisme, ce qui n'est guère probable de sa part.

Norodom Sihanouk est peut-être un chef d'Etat habile. Son « neutralisme » a pu faire illusion, peut-être même à son propre peuple. Mais il est probable que ces illusions vont vite tomber, si les Américains se décident à cette nouvelle escalade.

C.J.

Norodom Sihanouk (Photo A.F.P.)

LE DROIT DE SUITE ET L'EXTENSION DE LA GUERRE EN EXTREME-ORIENT

(Suite de la première page)

telle extension du conflit ne permettrait nullement à l'impérialisme américain de résoudre son problème au Sud-Vietnam. Pas plus que les bombardements du Nord le lui ont permis jusqu'ici.

Et si l'impérialisme intervient demain militairement au Cambodge, ce ne sera pas la « suite » de la guerre du Vietnam, ce sera le début de la guerre du Cambodge, et cela, indépendamment des positions présentes ou à venir de Norodom Sihanouk. Car le seul résultat possible d'une telle politique serait de dresser contre les armées impérialistes l'immense majorité du peuple khmer.

Si Norodom Sihanouk ne peut pas aujourd'hui empêcher le Vietcong d'utiliser le territoire cambodgien comme base de retraite ou de ravitaillement, ce n'est pas seulement parcequ'il ne dispose que d'une très faible armée, c'est d'abord parce qu'il ne peut pas le faire, politiquement, vis-à-vis de son propre peuple.

Si les Américains rentrent au Cambodge demain, ce ne sont pas seulement aux combattants Vietcongs qu'ils devront faire la guerre, mais ce sera aussi au peuple Khmer tout entier, aux paysans, aux villegeois, comme il doit à l'heure actuelle faire la guerre à tout le peuple vietnamien.

Et l'exemple de toutes les guerres coloniales le montre clairement, ce sera la meilleure manière de faire se dresser contre lui des milliers de nouveaux combattants.

Le risque d'extension de la guerre du Vietnam ne se limite d'ailleurs pas au Cambodge. L'aviation américaine est intervenue au Laos contre le Pathet-Lao, ces jours derniers. Elle a récemment attaqués des camps de guerilleros en Thaïlande. Et là aussi les conséquences d'une intervention plus directe seraient les mêmes.

Le gouvernement américain n'ignore pas que cette politique ne peut déboucher sur aucun succès à court terme. Il sait au contraire qu'elle ne peut qu'intensifier la guerre. Mais c'est peut-être justement pour cela qu'il est prêt à l'appliquer.

Le propre des guerres coloniales, c'est qu'aucun des deux camps en présence ne peut espérer écraser d'une manière définitive l'autre. L'impérialisme, parce que, quelle que soit la répression, quand un peuple se bat pour sa liberté, de nouveaux combattants sortent chaque fois de ses rangs pour prendre la place de ceux qui sont tombés dans la lutte, et que la seule victoire possible serait le génocide. Les forces anti-impérialistes, parce qu'elles ne peuvent pas disposer de moyens techniques suffisants pour empêcher les armées impérialistes de tenir quelques points stratégiques.

Si jusqu'à présent, presque partout dans le monde, les puissances impérialistes ont finalement cédé dans les guerres coloniales, c'est pour mettre fin à une guerre coûteuse qu'elles savaient ne pas pouvoir gagner, mais non pas parce qu'elle étaient vaincues militairement. C'est évident dans le cas de l'impérialisme français pour l'Algérie. Mais ce fut vrai aussi en 1954 pour le Vietnam. Dien Bien Phu fut incontestablement une défaite pour le corps expéditionnaire français, mais il ne supprimait nullement toute possibilité d'intervention militaire à l'impérialisme français, et il faut se souvenir qu'au moment de la négociation des accords de Genève, Mendès-France sut agiter très sérieusement la menace d'envoyer le contingent en Indochine.

La tragédie du peuple vietnamien, c'est que pour des raisons qui dépassent le Vietnam, les Américains s'y refusent à négocier.

Manifestement, ils ont décidé de tenir le temps qu'il faudrait, non pas pour avoir l'adversaire à l'usure, mais en attendant un troisième conflit mondial que les dirigeants américains savent inéluctables, et vers lequel la guerre du Vietnam peut former une excellente tête de pont, sinon géographique, du moins psychologique, parce qu'elle permet de préparer l'opinion américaine, et l'opinion mondiale, insensiblement, échelon de l'escalade par échelon, à une telle éventualité.

C'est pourquoi ils ne craignent pas, au contraire même peut-être, une extension du conflit.

C'est pourquoi aussi, le seul soutien au peuple vietnamien qui puisse véritablement hâter le jour de sa victoire, c'est de militer pour la construction d'une direction révolutionnaire capable de mener victorieusement les masses prolétariennes du monde entier à l'assaut de l'impérialisme.

Christian JUNG.

LA "DÉMOCRATIE" DES COLONELS

(Suite de la première page)

Les tractations autour du retour du roi, autour d'une certaine « démocratisation » du régime en faveur de la droite classique, le rôle que jouèrent les Américains dans ces tractations, donnent quelques lumières sur la nature du régime né du putsch du 21 avril et sur l'attitude des Américains vis-à-vis du régime des colonels.

Il ne fait, certes, pas de doute que le gouvernement de Washington a vu d'un œil très favorable le coup d'Etat des colonels, et il est tout aussi certain que les services secrets américains y jouèrent un rôle déterminant.

Le putsch grec se plaça parfaitement dans le cadre de la stratégie de l'impérialisme américain, visant à briser, partout où nécessaire, partout où faire se peut, toute possibilité d'éclosion d'un mouvement populaire, fût-il embryonnaire. Mettre au pas le peuple, éliminer toute organisation par laquelle il a la possibilité d'exprimer un tant soit peu son mécontentement, établir un régime dur et impitoyable vis-à-vis de tout ce qui est populaire ou tant soit peu suspecté de communisme, voilà les objectifs que l'impérialisme américain a poursuivis et atteints de Saint-Domingue a Djakarta, en passant par Athènes.

En brisant la vague de grèves, de mouvements sociaux, de protestations politiques, en traquant, en emprisonnant, en assassinant les militants ouvriers ou simplement de gauche, les colonels grecs agirent pour le compte et dans le sens des buts de l'impérialisme U.S., et pour ce faire, ils ont bénéficié de son appui. Mais, si c'est l'aspect fondamental du putsh, cela n'en est pas le seul.

Une fois le peuple mis au pas, le gouvernement américain aurait certainement préféré un régime appuyé sur la droite classique. Et ceci, pas uniquement pour donner à la dictature de fait une façade démocratique, quoique ce facteur ne fût pas à négliger. Mais la droite classique, avec les Caramanlis, les Canellopoulos, les Mme Vlachos et le roi en tête, est de toutes les forces politiques grecques la plus pro-américaine, la plus « Atlantique », celle que Washington était le plus sûr de contrôler.

Mais l'impérialisme américain n'a pas entièrement le choix de ses instruments. On peut discuter si, en l'occurrence, c'est la C.I.A. qui a « trop bien fait », en s'appuyant sur des forces qui n'étaient pas tout à fait au gré du gouvernement américain (le passé récent n'est pas avare de tels exemples) ou si, la conspiration des colonels a court-circuité celle de la « droite classique » et des Américains.

De toute manière, là n'est pas le problème. Il s'est révélé qu'en Grèce, comme en bien d'autres pays, les forces les plus réactionnaires, les plus efficaces dans la répression anti-populaire sont, aussi, les plus fanatiquement nationalistes.

Et c'est ce même nationalisme, qui a fait des cadres subalternes de l'armée grecque un précieux instrument de répression au service des intérêts stratégiques de l'impérialisme américain, qui peut en faire aussi un instrument risquant de lui échapper à terme. Car si les colonels sont parfaitement d'accord avec les maîtres de Washinbton sur la nécessité d'une répression anti-populaire féroce, ils ne voient peut-être pas l'avenir de l'Etat grec dans le rôle de larbin servile des intérêts américains. De même que si le de Gaulle du 13 mai avait toute raison de plaire à Washington, de Gaulle, chantre de l'indépendance nationale en a déjà certainement moins. Malheureusement pour l'impérialisme américain, il ne lui est pas toujours possible de retrouver dans la même personne (et surtout dans les mêmes forces) la stabilité réactionnaire du Gaullisme et la servilité Atlantique de Guy Mollet.

Certes, ni Patakos, ni Papadopoulos ne sont encore de Gaulle, d'ailleurs le poids de la Grèce n'est pas celui de la France. Mais les impérialistes américains sentent qu'ils risquent de ne pas contrôler entièrement l'instrument dont ils se sont servis.

Aussi, s'il est peu probable que les services secrets américains aient soutenu à fond le contre-pusch du roi (il ne s'agit pas de risquer la guerre civile), le gouvernement de Washington fait ouvertement pression sur celui d'Athènes, pour que celui-ci intègre en son sein les représentants de la droite classique, dont la fidélité Atlantique ne nécessite plus de preuve.

Voilà le sens de la pression américaine en vue d'une certaine « démocratisation » du régime.

Les récentes mesures d'amnistie, les tractations pour le retour du roi, reflètent ces pressions et en montrent les limites.

G. KALDY.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 15 JANVIER 1968

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

LES SYNDICATS OUVRIERS FRANÇAIS ET L'ETAT

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro ». (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi 5 janvier de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi 4 janvier de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 5 janvier de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

CHYPRE :

PEUT-ÊTRE DEUX ÉTATS, MAIS TOUJOURS LES MÊMES PROBLÈMES

CHYPRE est-elle à nouveau sur le bord de la crise ? C'est ce que l'on peut se demander après la toute récente proclamation d'un gouvernement provisoire chypriote turc.

Officiellement, cette décision n'a pour but que de préparer un retour à la constitution de 1960. En fait, elle marque une volonté de plus en plus clairement affirmée de la communauté turque de se séparer de la communauté grecque. En bonne logique, elle semblerait même préparer la constitution d'un Etat indépendant chypriote turc.

Berger chypriote : Grec ou Turc ? (Photo A.F.P.)

Parler du retour à la constitution de 1960 comme solution au problème que constituent les rapports des deux communautés de l'ile méditerranéenne est, d'ailleurs, tout au plus, une aimable plaisanterie.

Cette constitution essayait bien, par une distribution complexe des responsabilités gouvernementales et des fonctions administratives, de faire la part des deux communautés et d'instituer entre elles un « modus vivendi ». Mais la meilleure des constitutions — et il n'est pas certain que celle de Chypre soit la meilleure possible — ne vaut que par les forces sociales et politiques qui veulent, ou peuvent, lui donner réellement vie.

Aussi n'a-t-elle rien réglé. Bien au contraire, depuis sa promulgation, c'est-à-dire depuis l'indépendance de l'ile, les crises ont succédé aux crises et la tension entre Grecs et Turcs n'a fait que croître.

Les deux communautés sont en effet sous l'emprise et la direction politique de dirigeants nationalistes. Et les uns et les autres, Grecs ou Turcs, sont incapables de proposer une solution pour l'ensemble des Chypriotes. Le seul but politique auquel de part et d'autre ils travaillent est l'amélioration des positions de leur propre communauté.

Mais, à ne considérer que les intérêts de leur propre communauté sans aucun égard à ceux de l'autre communauté, avec laquelle pourtant l'histoire et plus encore la géographie les condamnent à vivre, les nationalistes ont conduit les deux nationalités chypriotes dans l'impasse.

La seule perspective qu'ils ouvrent à leurs compatriotes, c'est celle d'une guerre de positions et d'usure contre la communauté adverse sans aucune possibilité, du moins à une date rapprochée ou prévisible, d'un triomphe définitif.

La seule solution sur cette voie serait, en effet, l'annihilation d'une des deux communautés. Même les Grecs, très fortement majoritaires dans l'ile, ne peuvent réellement espérer chasser complètement les Turcs ou les amener à renoncer à tous leurs droits nationaux.

Hier, les Grecs, se sentant en position de force, conduits par les leaders d'extrême droite, comme le fameux général Grivas, encouragés par la victoire des colonels athéniens, ayant débarqué des troupes dans l'ile et peut-être poussés par les services de l'impérialisme américain, attaquaient plusieurs villages turcs, faisant des dizaines de victimes.

La crise s'est terminée, après avoir menacé de déclencher une guerre entre la Grèce et la Turquie, par un compromis. Celui-ci, évidemment, n'était satisfaisant ni pour les Grecs, ni pour les Turcs de Chypre. Mais dans le contexte, étant donné que les Grecs étaient les agresseurs et que le retrait des soldats étrangers débarqués « clandestinement » dans l'ile frappait davantage de troupes grecques que turques (tout simplement parce qu'il y en avait eu davantage de débarquées), ce compromis pouvait être considéré comme un échec pour les Grecs.

Il n'en fallait sans doute pas davantage pour que les Turcs se sentent à leur tour en position favorable et que leurs leaders tentent alors d'en profiter pour avancer leurs pions.

Jusqu'où ? Cela dépendra des réactions grecques et internationales. Mais la décision des leaders chypriotes turcs a bien plus de chance de déclencher à nouveau une crise qui se terminera par un compromis boiteux, semblable à tous ceux que la récente histoire chypriote a déjà connus, plutôt que par la création de l'Etat indépendant dont ils rêvent.

D'ailleurs, même si cet Etat était créé, il est très probable que ce ne serait pas encore une solution. Le problème de la co-existence des deux communautés, devenu simplement le problème de la co-existence des deux Etats, continuerait à se poser. Et ce ne serait peut-être pas d'une manière moins dramatique. L'exemple de l'évolution politique du Moyen-Orient depuis la création d'Israël est là pour le prouver.

J. MORAND.

MOYEN-ORIENT :

UN CANAL DÉBLAYÉ NE FERA PAS LA PAIX !

LES 16 bateaux bloqués dans le canal de Suez le 5 juin dernier par le déclenchement du conflit isrélo-arabe seront peut-être autorisés très prochainement à quitter le lac Amer par le Sud.

Cette nouvelle, annoncée par le quotidien cairote « Al Ahram », s'est étalée à la première page des journaux. En effet, ce qui retient l'attention de la grande presse ce n'est certes pas l'importance vitale pour le monde que représentent ces seize bateaux. Mais les observateurs savent parfaitement que le dégagement de ces navires ne peut se faire techniquement sans un accord tacite entre Israël et l'Egypte. De là à entrevoir d'autres négociations dans des domaines plus importants il n'y a qu'un pas.

Mais s'il est fort possible que d'autres accords de ce genre se produisent, et que notamment le canal puisse être réouvert à la navigation rien ne permet de prévoir un changement notable dans la situation de la région par voie de négociations.

Après la guerre des six jours le gouvernement israélien déclarait hypocritement que la situation ayant « évolué » les chances de paix existaient maintenant. Aujourd'hui Lévy Eschkol, qui passe pour une des « colombes » du gouvernement déclare qu'Israël « devait être prêt à vingt années de lutte », mais qu'il se trouvait à présent « en bien meilleure situation ».

C'est à peu près la même chose qu'affirme le leader des « faucons » Moche Dayan lorsqu'il s'adresse aux membres de son parti le Rafi :

« Notre choix n'est pas entre la « paix et le maintien des nouveaux « territoires, car ce choix n'existe « pas. Les arabes nous haissent aujourd'hui beaucoup plus qu'avant la « guerre et la paix est lointaine. »

Cela fait déjà 20 ans que l'Etat israélien, qui devait apporter à ses habitants la sécurité à la différence des juifs d'autres pays, fait vivre sa population sur le pied de guerre.

Et aujourd'hui la situation est-elle bien meilleure comme l'affirme Eschkol ?

Pour la bourgeoisie israélienne incontestablement.

Elle a plus que doublé son territoire et mis la main sur d'importantes richesses pétrolières dans le Sinaï.

Sur le plan politique le glissement général vers la droite des gouvernements arabes après la défaite ne peut que servir les U.S.A., le principal protecteur d'Israël. C'est pourquoi la bourgeoisie israélienne en position de force, n'est guère pressée de négo? cier.

Mais en quoi la situation des juifs d'Israël s'est-elle améliorée ?

Comme le déclarait fort justement au Parlement le député Ouri Avneri, la politique du gouvernement Eschkol est en train de transformer Israël en « Rhodésie du Proche-Orient ».

A l'intérieur le mouvement de résistance des masses arabes se développe comme jamais il ne l'avait fait auparavant, même après 1948. La défaite semble avoir donné un coup de fouet au mouvement nationaliste palestinien, et la répression qui s'est abattue sans faiblir sur toute la population arabe n'a pas réussi à briser les reins de ceux qui refusent de se plier au bon vouloir des autorités israéliennes.

Et les jeunes Israéliens sous les drapeaux seront appelés de plus en plus à prendre tous les aspects haissables d'une armée d'occupation comme celle de la France en Algérie ou des U.S.A. au Vietnam.

A l'extérieur Israël a certes porté de rudes coups à l'Egypte. La fermeture du canal, l'arrêt du tourisme, l'occupation des champs pétrolifères, la destruction des raffineries de pétrole, ont sensiblement affecté l'économie de la R.A.U. provoquant un développement important du chômage. Là aussi la combativité des masses arabes ne semblent pas éteinte, mais un nouveau fleuve de sang, comparable à celui de 1948 ou de 1956, sépare la population juive d'Israël de la population des pays arabes.

Où est donc la victoire d'Israël ? Qu'a gagné le peuple israélien à cette guerre ?

Une haine tenace des populations arabes battues, emprisonnées, humiliées et rien d'autre. En fait cette guerre lui aussi il l'a perdu. L. S.

PÉROU :

SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION

AU Pérou, où comme dans toute l'Amérique Latine, règnent des gouvernements dominés par l'Impérialisme U.S., une vague de répression frappe de nouveau les militants révolutionnaires. Chaque jour, la police arrête, enferme, torture, sans même un semblant de légalité.

Nous venons de recevoir de Lima deux lettres dont nous publions des extraits et qui révèlent toute la pourriture d'un régime honni par la population et qui n'arrive à se maintenir que par une terreur féroce contre les masses populaires.

LIMA, 14 décembre 1967. — ..Tu sais qu'on a attaqué la Banque Internationale ici à Lima, il y a quelques jours. Il y eut des coups de feu et les agresseurs s'enfuirent, emportant un demi-million de soles et laissant un mort sur le trottoir. La police cherche désespérément les auteurs, mais jusqu'à présent, elle ne les a pas trouvés et n'a même pas pu identifier le cadavre. Maintenant elle déclare que les agresseurs « sont des extrémistes »... Ils poursuivent Gerardo Benavidez, un étudiant en droit, qui avait déjà été arrêté au début de l'année passée. Comme ils ne l'ont pas trouvé. ils ont arrêté sa femme. C'est devenu une chose normale au Pérou de prendre des représailles contre la famille, comme si elle était également coupable. Sa femme s'appelle Magna Chuquimia de Benavides et ils l'ont amenée, prisonnière, de Cajatambo, département de Lima. Ces misérables sont tellement cyniques, que même les journaux annoncent que sa femme et la famille de Gerardo Benavides sont « mis sous pression » dans les locaux de la police. Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'on les menace et qu'ils ont été torturés ? Cela dépasse toutes les mesures. Les parents de Benavides ont été également arrêtés...

... Il y a eu des arrestations à Canete, où la police prétend avoir trouvé des bombes au collège national de Buenaventura Sepulveda. Les détenus sont : Water Essenwarger Sachez, un pharmacien qui est accusé d'avoir vendu des explosifs aux trois autres détenus : David Taboada, Mario Cama Sanchez et Filomeno Chuquispuma...

... A Trujillo règne le chaos. Il y a eu des chocs violents entre la police et les étudiants qui avaient pris 14 professeurs comme otages, mais les ont libérés hier. Deux étudiants sont blessés par balles : Joel Suarez Martinez et Carlos Horna Santa Cruz. Le premier a reçu une balle dans la tête. La police a tiré avec des charges de plomb, et deux étudiants ont perdu un œil. A cette attaque de la police participèrent aussi les troupes de choc du parti apriste...

LIMA, 17 décembre 1967.— ... Il y a ici en ce moment un climat d'hystérie anticommuniste terrible. Je t'ai déjà dit que la police accuse les « extrémistes » d'être les auteurs de l'attaque de la banque. Maintenant ils cherchent Gerardo Benavides Caldas à traver tout le pays. Ils ont arrêté sa femme et ses parents. Il y a deux cents détenus dans les commissariats de Lima *et les perquisitions se poursuivent sans cesse. Aujourd'hui on a annoncé que trois suspects ont été arrêtés* ainsi que leurs femmes. *Ceci veut dire que dès à présent, la famille est systématiquement mise en cause, elle aussi. La force qui se trouve à la tête de cette répression est la Garde Civile, qui s'attribue ainsi des pouvoirs qui ne lui correspondent nullement, car sa mission est uniquement de veiller à l'ordre public.*

... Mais il y a plus : je lis en ce moment dans « La Prensa » : « quatre membres de la famille Benavides, quatre femmes, *ont été arrêtées et se trouvent dans les locaux de la Division de Sécurité de l'Etat, la PIP... »*

... Il a été confirmé que le procureur du Conseil de Guerre de la 2e zone de Police a demandé 8 ans de pénitencier pour Ricardo Gadea, 5 ans pour Eric Arata et 4 ans pour Dante de la Cruz. L'audience aura lieu le 15 janvier, *mais cela n'est encore qu'une information officieuse...*

ASSASSINAT et FRAUDES
LES ELECTIONS A LA RÉUNION

LES incidents tragiques et la fraude éhontée qui ont marqué les élections municipales et cantonales à Saint-André-de-la-Réunion, le 10 décembre dernier, viennent d'être exposés au grand jour (déjà lors des cantonales des « troubles » avaient empêché la tenue des élections).

M. Billote, ministre d'Etat chargé des D.O.M., a tout d'abord démenti l'annonce par l'Humanité de la mort d'un militant communiste — un infirme de 54 ans — tué devant un bureau de vote par les nervis du candidat indépendant soutenu par l'U.N.R., le Docteur Dubard. Les forces de police assistèrent sans intervenir à cette agression par les hommes de main du candidat gouvernemental. Puis, le candidat communiste, secrétaire général du P.C. réunionnais, Paul Vergès et les assesseurs et délégués de la liste communiste-progressiste furent expulsés de ce bureau de vote. Paul Vergès fut emmené à 35 km de là en panier à salade.

Le 12 décembre le Ministère déclarait qu'aucun rapport ne signalait qu'il y ait eu un mort et que ne s'étaient produites que « quelques bagarres ». Quant à Paul Vergès, c'était pour le protéger qu'il fût emmené en voiture de police et ses supporters n'auraient pas été expulsés mais auraient volontairement quitté les bureaux de vote pour pouvoir contester la régularité des élections!

Il faut dire que quinze jours plus tard le Ministère reconnaissait qu'il y avait eu mort d'homme et la justice entrait en action : le tribunal des flagrants délits condamnait... non les agresseurs et meurtriers, mais cinq supporters de M. Vergès à des peines de 1 à 4 mois de prison pour jet de pierres et port d'armes dans une réunion publique, sept autres étant laissés en liberté provisoire et devant aussi passer en jugement.

Six partisans de M. Dubard, les responsables du meurtre, ont quand même été arrêtés et placés sous mandat de dépôt. L'indignation était grande à Saint-André et il fallait faire un geste contre les meurtriers. Mais dans le passé les exemples sont nombreux d'agresseurs restés impunis et de victimes condamnées. Va-t-il en être encore une fois de même?

Dans les D.O.M. l'administration française montre son visage réel. Elle montre que ceux sur qui elle repose sont des C.R.S. ou des repris de justice tueurs à gages. Les apparences de la démocratie sont ouvertement bafouées et l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (U.G.T.R.F.) dénonçait quelques jours avant les élections les truquages organisés au vu et au su de tous en ces termes :

« Des indices nombreux et concordants conduisent à craindre une nouvelle mascarade : refus des pouvoirs publics et de la délégation spéciale d'effectuer une révision de la liste électorale jugée truquée par l'opinion ; refus de distribuer de nouvelles cartes d'électeurs ; embauche récente « d'empoyés communaux » connus surtout comme hommes de main ; utilisation des véhicules communaux pour le transport de supporters du candidat officiel ».

La fraude est d'autant plus criante à la Réunion que le gouvernement a décidé d'en faire un fief U.N.R. permettant d'élire facilement les candidats malchanceux de la Métropole. C'est ainsi que Michel Debré est l'un des « députés » du « département ».

Mais la population est violemment hostile aux représentants gouvernementaux. Et lors de chaque élection des incidents, souvent sanglants, témoignent de son désir de venir à bout de l'oppression coloniale. Lors des dernières législatives, des bagarres éclatèrent quand Michel Debré vint présenter le candidat U.N.R. de la circonscription voisine de la sienne, M. Macé.

Malgré les forces de répression qui quadrillent l'île à chaque « consultation » les Réunionnais que Billotte ose qualifier de « plus français que nature » montrent qu'ils haïssent de tout leur être la domination coloniale.

Dominique BRION.

Liberté pour les emprisonnés guadeloupéens

DIX Guadeloupéens sont toujours emprisonnés à la Santé, suite aux sanglants incidents de mai dernier à Pointe-à-Pitre. Leur demande de mise en liberté provisoire vient d'être rejetée. Cela fait sept mois qu'ils sont enfermés pour des événements dont ils ne sont en rien responsables, certains étant en Métropole à l'époque. Les prisons de Guadeloupe sont encore pleines et de lourdes peines ont déjà été prononcées en relation avec les combats de mai et les manifestations qui s'étaient produites en mars à Basse-Terre, chef-lieu du « département ».

Mais ce sont les C.R.S. les agents du gouvernement français qui provoquèrent la tuerie. Ce sont eux les assassins dangereux et non ces hommes qui, parce qu'ils osaient revendiquer la liberté pour leur peuple et qu'ils osaient l'écrire, pourrissent en prison.

La répression gouvernementale vise à les faire céder, vise à désorganiser tout mouvement, à faire peur à ceux qui voudraient changer le régime colonial.

Mais les tentatives d'intimidations se retourneront contre ce régime qui ne peut donner comme solution aux simples revendications des ouvriers du bâtiment que la mitraille et les geôles.

P. L.

A QUAND "LE RENEGAT" CASTRO ?

EN février 1964, un accord avait été conclu entre Kroutchev et Castro pour l'achat du sucre cubain par l'Union Soviétique. A l'issue de cet accord, le communiqué commun publié déclarait : « les 2 signataires considèrent que la politique léniniste de coexistence pacifique a donné lieu ces temps derniers à une certaine diminution de la tension internationale ».

A la Conférence de la Havane en janvier 66, Castro continuera à cautionner l'U.R.S.S. au travers des partis communistes d'Amérique Latine en attaquant violemment les « aventuristes », « agents de l'impérialisme » pro-chinois et trotskystes, continuant à défendre ainsi la politique de coexistence pacifique.

Un an après, lors du discours de la Havane du 13 Mars 67, et ensuite à la Conférence de l'OLAS en août dernier, Castro dénoncera les dirigeants « traitres » et « défaitistes » des partis communistes d'Amérique Latine, leur retirant brutalement le soutien de son prestige dans cette partie du monde.

Et si à l'OLAS, la résolution condamnant « l'aide financière et technique de certains pays socialistes à des pays latino-américains pro-impérialistes » n'avait pas été rendue publique, Fidel Castro vient à nouveau de dénoncer au cours d'une interview à un journaliste américain « le manque de solidarité socialiste » des pays comme l'Union Soviétique, la Hongrie, la Bulgarie, qui mènent une « politique de coopération économique et financière » avec les pays d'Amérique Latine.

Castro a déclaré : « ces pays communistes ne devraient pas aider des gouvernements qui aspirent à notre destruction ».

Parallèlement, on annonce qu'une vingtaine de personnes (étudiants et professeurs de l'Université de la Havane) auraient été arrêtés ou expulsés « en raison de leur opposition ouverte au parti communiste cubain, tant en politique intérieure qu'extérieure ».

On dit même qu'Annibal Escalante (stalinien qui avait déjà été limogé en 1962) serait impliqué dans cette récente épuration.

La plupart des personnes arrêtées feraient partie de la « microfaction » qui, au sein du P.C. cubain, critiqueraient l'aide accordée par Cuba aux « mouvements de libération nationale en Amérique Latine ».

Notons en passant que ce type « d'épuration » n'est pas le signe d'une société bien démocratique. Dans le passé, ce sont des trotskystes qui ont été victimes de telles arrestations.

On a pu voir aussi que de « Tricontinentale » en « O.L.A.S. » la position de Castro avait été fonction bien plus des intérêts nationaux cubains que d'un internationalisme conséquent.

Mais justement les intérêts nationaux cubains, et même simplement l'existence de Cuba indépendante, ne s'accommodent pas de la coexistence pacifique.

A cause du statu-quo, Cuba se retrouve isolé. Et lorsque l'U.R.S.S. aide économiquement et financièrement les gouvernements pro-U.S. du Pérou, du Brésil, et de la Colombie, elle renforce le camp impérialiste contre Cuba. Lorsque les partis communistes d'Amérique Latine condamnent la lutte armée des guerilleros, et pis encore la sabotent et même quelquefois permettent l'arrestation des guerilleros, ils affaiblissent les forces révolutionnaires en Amérique Latine et isolent Cuba qui doit se défendre seul contre les U.S.A.

C'est pourquoi Castro, aujourd'hui, dénonce la « coexistence pacifique » qui mène effectivement à l'abandon de la défense de Cuba.

Pour le moment, l'U.R.S.S. reste très discrète dans sa critique des thèses cubaines sur la lutte révolutionnaire. La Pravda se contente d'ouvrir ses pages aux leaders des différents partis communistes latino-américains pour qu'ils répondent aux pro-castristes partisans des guérillas et de la lutte armée.

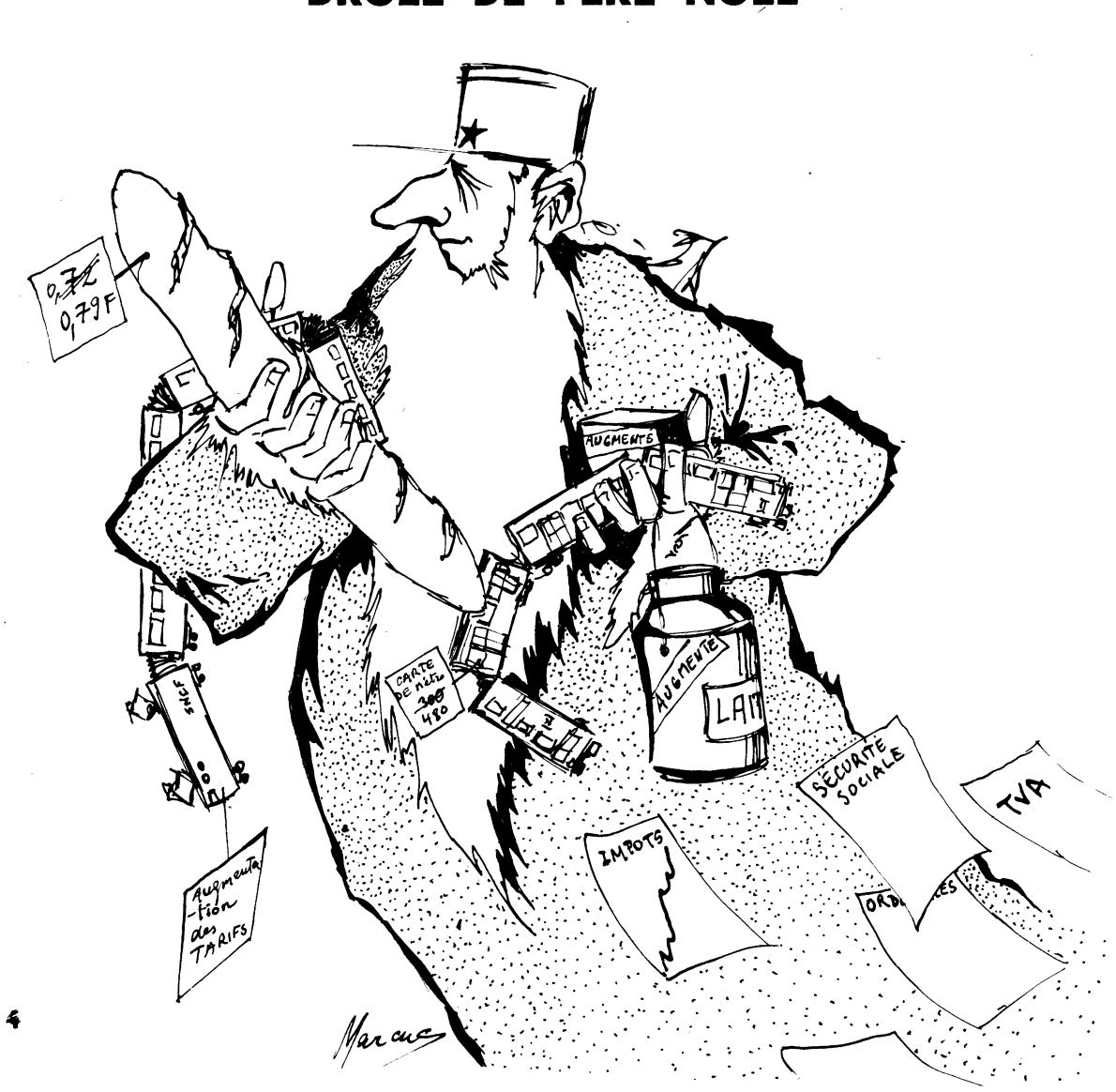
Mais l'influence du castrisme risquant d'être dangereuse pour les intérêts de la bureaucratie soviétique il est probable que demain l'U.R.S.S. et les différents P.C. pro-soviétiques vomiront Castro comme ils l'ont fait de Mao et du « grand parti frère ».

Et si nous ne voyons pas dans le « castrisme » une nouvelle voie vers la révolution socialiste mondiale, nous sommes pour le soutien à Castro contre l'impérialisme et contre la politique de la bureaucratie qui aboutit à le livrer à l'impérialisme.

Le prestige dont jouit Castro chez les masses opprimées d'Amérique Latine et du tiers monde, retient encore sans doute l'U.R.S.S. de dénoncer le « renégat » Castro, mais le temps n'est peut-être pas loin où, à longueur de colonnes de la presse stalinienne, on vilipendera le dirigeant cubain, en le traitant de vendu à l'Impérialisme.

Catherine Olivier.

DROLE DE PERE NOEL



LUTTE DE CLASSE

Numéro 10 — Mois de décembre

Au sommaire :

Voix ouvrière est hebdomadaire.

Tactiques et base sociale des syndicats en France.

L'U.R.S.S., le tiers monde et la 3e guerre mondiale.

De la méthodologie organisationnelle.

Monsieur FAJON et son Parti

DANS « l'Humanité » du vendredi 29 Décembre 1967, Monsieur Etienne Fajon salue les 47 ans de son parti.

C'est en effet au Congrès de Tours à l'issue d'un vote massif le 29-12-1920, que les délégués du Parti Socialiste décidèrent de donner leur adhésion à l'Internationale Communiste. Le parti devenait donc Parti Communiste (section française de l'Internationale Communiste : S.F.I.C.). Le 29-12-1920, ce n'est donc pas, comme voudrait le faire croire M. Fajon, la naissance du Parti communiste français. C'était la naissance d'une section française de l'Internationale Communiste en réaction contre le chauvinisme qui avait perdu le Parti Socialiste sombré dans l'Union Sacrée.

Que voulait ce jeune parti qui s'affirmait hautement communiste ? La conquête du pouvoir par le prolétariat pour la construction d'une société communiste à l'échelle du globe. Mais si la majorité des congressistes, représentant la grande masse des membres du Parti Socialiste, après la terrible trahison du Parti Socialiste et de la IIe Internationale, et le magnifique exemple donné par la Révolution Russe victorieuse, votaient l'adhésion à la IIIe Internationale c'est qu'ils voulaient sincèrement et fermement orienter le parti dans la voie de la Révolution Socialiste Mondiale.

Il n'en était pas de même des dirigeants tardivement ralliés, les Cachins, les Frossard, compromis jusqu'au cou dans la politique chauvine, qui prenaient le virage mais n'en restaient pas moins des réformistes chauvins et pour certains de vulgaires carriéristes. Comment, 47 ans, après M. Fajon nous présente-t-il son Parti ?

« C'est le parti des travailleurs » nous dit-il. Cela dépend quel sens on donne à cette expression. Ce n'est pas le Parti Révolutionnaire du prolétariat seule force sociale pouvant accomplir la Révolution Socialiste. C'est un parti populaire qui prétend défendre à la manière des avocats les différentes couches de travailleurs, artisans, petits commerçants, paysans, et aussi bien sûr les ouvriers. Pour sauvegarder sa popularité dans les diverses couches de travailleurs et ne pas effrayer la bourgeoisie le P.C.F., qui est un « parti français » et non une section d'une Internationale, celle-ci ayant été dissoute en 1943 par Staline, s'appuie non sur la dynamique révolutionnaire du prolétariat, mais sur les préjugés les plus dégradants et en premier lieu sur le nationalisme.

Pour illustrer le rôle historique de son Parti E. Fajon nous cite quatre exemples :

« En 1940, au moment de l'invasion hitlérienne. Il est le parti qui resta seul debout » pour dire « l'amère vérité » aux Français et appeler à la Résistance contre l'occupant et les traîtres. Là, Fajon triche avec l'histoire car l'appel à la résistance date de 1941 lors de l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'U.R.S.S. Avant, en 1939, à la suite du pacte germano-russe la politique du P.C. ne s'oppose pas à l'Allemagne alliée de l'U.R.S.S. Mais cet « errement » de quelques mois mis à part, c'est la même politique chauvine du P.S. en 1914, que pratique le P.C.

Ensuite Fajon nous affirme que son Parti fut le premier en 1947 qui « avertit le peuple » de « l'entreprise américaine de domination du monde par le dollar ».

Puis il dit encore que son Parti fut le premier à affirmer le droit du peuple vietnamien et de tous les peuples opprimés à l'indépendance (au fait, on aimerait savoir si d'après le P.C.F. ce droit s'applique aux peuples des Antilles et de La Réunion).

Enfin en 1958 le Parti de M. Fajon a dit d'emblée (sic) que l'instauration du régime gaulliste signifiait le pouvoir de la haute finance. Si c'est là tout le rôle historique du Parti de M. Fajon c'est bien mince. A part la politique chauvine pendant la guerre qui est une réédition de la trahison des socialistes en 1914 que reste-t-il d'après M. Fajon : il a « prévenu le Peuple ». Et, prévenu en 1936, et en 1946, et 1956, le peuple a voté à gauche et a donné au P.C.F. une forte proportion de voix.

Et nous en sommes au gaullisme, qui, cette année, nous a particulièrement fait sentir sa politique anti-ouvrière, malgré les protestations du P.C.F. et surtout grâce à ses appels à la modération chaque fois que les travailleurs se mettaient tant soit peu en colère.

Après 47 ans d'existence, le P.C.F. est devenu le digne héritier du P.S. de 1914. Si la bourgeoisie ne l'accepte pas encore pour lui confier des hautes fonctions dans la gestion de l'Etat capitaliste, c'est uniquement à cause de ses attaches avec l'U.R.S.S. Car plus que le P.S. d'autrefois, il a donné des gages à la bourgeoisie de sa volonté et de sa capacité à maintenir les luttes sociales dans des limites compatibles avec l'exploitation capitaliste.

En parlant du P.C.F. M. Fajon peut dire « notre Parti ».

Les travailleurs, eux, ne peuvent considérer le P.C.F. comme leur Parti.

A défaut d'un parti authentiquement révolutionnaire, ils expriment en votant P.C.F. leur mécontentement vis-à-vis du patronat et de l'Etat bourgeois.

Mais pour vaincre le capitalisme, il faudra construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire, pas un parti « des Travailleurs », mais un parti de classe décidé à donner aux prolétaires les moyens de conquérir le Pouvoir.

H. VAUQUELIN.

Le progrès de la S.N.C.F. :

Il y a 100 ans, on construisait des lignes

Aujourd'hui on les supprime

LES Pouvoirs Publics, loin de tenter d'améliorer la situation des transports en commun, ne font, semble-t-il, que l'aggraver.

Tel est actuellement le cas en ce qui concerne certaines lignes omnibus de la S.N.C.F., transportant des voyageurs, et qu'il serait question de supprimer.

A la suite d'une enquête demandée par le gouvernement sur la rentabilité de ces lignes, l'administration de la S.N.C.F. a projeté la suppression pure et simple de 2.500 km de lignes de chemin de fer ! (soit deux fois et demie Amiens-Perpignan).

La raison invoquée est le déficit trop important de ces lignes.

Pour compenser, la SNCF vient de passer un accord avec la Fédération Nationale des Transports Routiers, afin que les entreprises privées se chargent du transport des voyageurs à sa place.

Ainsi lorsque l'Etat estime qu'il dépense trop d'argent dans les Services Publics, il a maintenant trouvé une solution bien simple, il les supprime. A charge aux industriels privés de s'en occuper si cela leur chante.

Bon nombre de villes de province se trouvent déjà isolées faute de moyens de communications. La plupart du temps on trouve un train le matin, un à midi et un autre le soir pour relier entre elles des villes relativement importantes. C'est le cas par exemple de Saint-Nazaire, sous-préfecture de 60 000 habitants, située à 60 km de Nantes. Passé 20 h, il est impossible de sortir de la ville si on ne possède pas de moyen de locomotion individuel.

Les habitants de la région résolvent souvent le problème en faisant de l'auto-stop qui est devenu monnaie courante sur ce parcours.

Mais on pourrait multiplier à l'infini ce type d'exemple. Cela sans parler des innombrables localités qui ne sont pas ou qui ne sont plus desservies par une gare ferroviaire « parce que ce n'est pas rentable ».

Les compagnies de cars, elles, choisissent leur parcours et la périodicité des passages en fonction de la rentabilité, parce qu'elles ont envie de faire des bénéfices. On peut le regretter, mais lorsqu'un car roule à vide, l'Etat ne viendra pas payer l'essence et le chauffeur pour que le service soit assuré.

Or ce n'est pas le cas pour la SNCF. Si l'Etat a pris en charge le réseau ferroviaire pour en faire un « Service Public », c'est, en théorie, pour que ce réseau fonctionne dans l'intérêt du public, et non en fonction des dividendes que touchera tel ou tel capitaliste.

Après tout, les industriels sont bien contents de pouvoir utiliser un moyen de transport comme le train pour leurs marchandises. C'est généralement le moyen le moins cher, le plus sûr et le plus rapide. Et cela précisément parce que l'Etat s'en charge, afin que, même déficitaire, la SNCF puisse continuer à fonctionner.

Si un beau jour, la SNCF se mettait à supprimer ces lignes de transport de marchandises sous prétexte qu'elles ne sont pas rentables, ce serait un beau tollé parmi les patrons qui font transporter leurs marchandises par train. Mais cela, elle ne le fera pas. Et même au contraire elle fait payer aux capitalistes beaucoup moins cher qu'aux simples voyageurs. Lorsqu'il s'agit des grosses industries, la SNCF est très capable de mettre en service des « trains ouvriers » qui chaque matin amènent des milliers de travailleurs à leur travail ; là elle peut même créer des « arrêts service SNCF » qui déposent les ouvriers plus près de leur entreprise que la gare des voyageurs. C'est le cas par exemple aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, à Rhône-Poulenc Vitry, ou à Simca Poissy. Mais lorsqu'il s'agit de permettre aux habitants de petites localités de joindre facilement la ville, il n'y a pas de gros intérêts en jeu. La SNCF n'est pas une entreprise philanthropique et ne se soucie guère des problèmes qui peuvent se poser à ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une voiture.

Pour un service qui se dit « public », la SNCF ne semble guère se soucier des intérêts du « public ». Car 2 500 km de voies ferrées, cela ne passe pas inaperçu, et concernera sans doute des milliers d'usagers. Comme le relatait « Le Monde » du 26 décembre, la SNCF propose de transférer sur route certains services de voyageurs, en particulier sur les réseaux de l'Est, du Nord, de l'Ouest, du Sud-Ouest, du Sud-Est et de la Méditerranée... En fait de « certains services », c'est pratiquement le pays tout entier qui est touché par cette mesure, exception faite de la région parisienne et du Massif Central qui, on le sait, ne possède que peu de lignes de chemin de fer.

Toute cette opération n'a pour seul but que de dépenser moins d'argent pour un Service Public.

Pourquoi, demain, ne verrions-nous pas les P. et T. supprimer la distribution du courrier dans certaines régions, sous prétexte qu'il faut faire des économies de personnel ? Ou l'Assistance Publique fermer des hôpitaux « parce que ce n'est pas rentable », et envoyer les gens se faire soigner ailleurs ?

Quant à nous, nous pourrions suggérer de faire des économies encore plus grandes : car nous ne trouvons ni rentables ni d'intérêt public les milliers de commissariats et de casernes et les milliers de « gardiens » d'un ordre décidément bien déréglé.

L. TOURFAN.

AUX ASSURANCES GÉNÉRALES

Les syndicats défendent leurs droits à discuter avec les patrons.

AUX Assurances Générales vient de se terminer une quinzaine « d'action » organisée par les trois syndicats. Cette quinzaine ne fut d'ailleurs guère agitée, même si les responsables syndicaux s'agitèrent beaucoup, et la bonne marche de l'entreprise ne fut en rien perturbée.

L'enjeu de ces mouvements était en principe de forcer la direction à accorder une augmentation de salaire supérieure aux 4,35 % « recommandés » par la Fédération Patronale. En fait, dès le début, les responsables syndicaux affirmaient à l'ensemble du personnel réuni en assemblée que forcer la direction à reprendre la discussion avec les représentants syndicaux... au cours du premier trimestre 68 (!) serait déjà un grand succès ! Les revendications avancées par les syndicats (8 % d'augmentation par la C.F.D.T., 10 % par F.O., 12 % par la C.G.T.) étaient totalement passées sous silence, et remplacées par l'augmentation de la prime dite « de signature », prime unique accordée à l'ensemble du personnel dans le cas où les syndicats signeraient avec les patrons l'accord sur les salaires pour l'année à venir.

Les rassemblements du personnel, sur les lieux et le temps de travail, furent nombreux. Mais à aucun moment les employés présents (environ la moitié) ne furent consultés ni sur les revendications à avancer, ni sur les moyens de lutte qu'ils étaient prêts à utiliser pour les faire aboutir. La perspective de lutte fut d'ailleurs singulièrement limitée dès le départ, puisqu'il s'agissait pour les syndicats de « faire des actions qui ne coûtent rien au personnel, mais qui gênent au maximum la direction ».

En plus des rassemblements qui génèrent si peu la direction qu'aucune retenue de salaire ne fut opérée eurent lieu des débrayages d'une journée de deux ou trois services présentés comme « secteurs clés » par les leaders syndicaux, le reste du personnel étant invité à verser 2 F par jour pour compenser les pertes de salaires.

Un autre truc pour faire semblant d'affronter la direction sans pour autant mobiliser l'ensemble des employés a consisté à retarder d'une demi-heure le fonctionnement de la cantine en demandant aux employés de reprendre le travail avec une demi-heure de retard. Et ceci un seul jour.

Pour les employés participant aux rassemblements — en grande majorité les jeunes — ces deux semaines leur donnèrent l'occasion de s'amuser un peu à bon compte, de chahuter une heure par jour sans perte de salaire et de se convaincre que les « vieux » avaient raison de leur dire que les syndicats ne servent à rien. Et quand il fut connu (de bouche à oreille) que la direction maintenait ses augmentations — à 0,25 % près — personne n'eut le sentiment d'une défaite puisqu'aucune lutte n'avait été engagée.

LA C.F.D.T. ET L'UNITÉ D'ACTION

NOUS publions ci-dessous un très large extrait d'un document intérieur de la C.F.D.T. diffusé il y a un certain temps déjà et relatif aux problèmes que pose à cette centrale « l'unité d'action » avec la C.G.T.

Il éclaire en partie l'attitude de la C.F.D.T. durant les derniers mois. On avait pu noter en effet après les dernières vacances d'été une sorte de « refroidissement » des syndicats ou des fédérations C.F.D.T. pour les actions communes proposées inlassablement par les organisations C.G.T.

Ainsi la fédération des cheminots C.F.D.T. se refusa à suivre la C.G.T. lors du mouvement de grève que cette dernière déclencha à la S.N.C.F. en novembre. Mal préparé, prévu d'abord sur cinq jours puis ramené à trois au dernier moment, celui-ci fut d'ailleurs un échec, même sur le plan de la participation des travailleurs.

Mais il est douteux, à la lumière du document ci-après, que ce soit cette considération qui ait poussé la C.F.D.T. à refuser en l'occurrence, « l'unité d'action ». D'abord parce que sa participation aurait très probablement entraîné un grand nombre de travailleurs hésitants. Ensuite parce qu'elle avait déjà participé à plusieurs actions de ce genre, dans les premiers mois de 1967, actions qui n'ont pas eu plus de résultats sur le plan des revendications, et ce d'une manière aussi prévisible. Enfin parce qu'elle s'est bien gardée de faire, aux propositions de la C.G.T., des contre-propositions plus valables.

Et l'exemple des syndicats cheminots, s'il est l'un des plus significatifs n'est pas le seul. On sait que les négociations CGT-CFDT pour la préparation de la journée du 13 décembre furent quelque peu laborieuses...

Ce qui est significatif surtout, c'est la manière de poser le problème, de la part des dirigeants C.F.D.T. Pas une seule fois dans les lignes qui suivent il n'est question d'autre chose que des intérêts propres de l'organisation C.F.D.T.

Jamais « l'unité d'action » n'est envisagée du point de vue des intérêts de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier dans leur ensemble.

Et la peur, quelque peu teintée de mépris vis-à-vis des inorganisés, des jeunes et des assemblées de base, que ce texte reflète aussi, montre qu'il ne suffit pas d'introduire le terme « démocratique » dans le sigle d'une organisation pour qu'elle le soit.

A. - CHANGEMENT DE « NATURE » DE L'UNITE D'ACTION

Avec l'accord du 10 janvier et ses suites, l'unité d'action a changé de nature :

— unité d'action de fait, réglée par des contacts épisodiques après-guerre, elle procède aujourd'hui d'un **accord au sommet** et d'une concertation à chaque événement important,

— les objectifs en sont assez lointains pour exclure toute idée de limitation dans le temps, sauf rupture brutale : d'occasionnelle, **l'unité d'action est devenue permanente,**

— elle est passée du niveau des syndicats ou des Fédérations à **celui des Confédérations** : c'est, en bloc, toute la C.F.D.T. qui y est engagée, les tactiques de toutes ses organisations qui simultanément tendent à s'ajuster avec celles de la C.G.T.,

— dans le même temps, elle se limite, en fait, à **un tête à tête C.G.T.-C.F.D.T.,** les autres organisations susceptibles d'élargir le front syndical et de diminuer l'importance relative de la C.G.T. restent, pour l'instant, sur la touche,

— la C.G.T. cherche à donner à l'unité d'action avec la C.F.D.T. un maximum de résonnance, de signification, partout où elle lui sert à briser l'ostracisme qui isolait les organisations communistes depuis Staline et Budapest; étant entendu qu'ailleurs, comme chez les Fonctionnaires, elle exclut la C.F.D.T. d'une unité qu'elle pratique couramment avec F.O. et la F.E.N. et qui lui suffit à se dédouaner,

— autrefois limitée, par principe à des problèmes comparatifs, l'unité d'action porte aujourd'hui sur des questions si générales qu'elles sont inévitablement « **politiques** » : politique économique, réforme de la Sécurité Sociale, intéressement des travailleurs,

— le contexte de la Ve République, les bouleversements constants qu'elle apporte aux structures de l'Etat, nous amènent à intervenir avec la C.G.T. **sur des questions spécifiquement politiques :** la défense des prérogatives du Parlement par exemple,

— l'unité d'action intersyndicale se double d'un rapprochement au plan politique entre P.C. et F.G.D.S. qui peut en accentuer les effets, mais développe aussi la **confusion propre à toute poussée unitaire :** les responsabilités propres des partis et des Centrales tendent ou tendront à se confondre dans une action de la « gauche unie ».

— la C.G.T. cherche, en effet, à créer, selon le mot de FRACHON, son président, non seulement un front syndical commun, mais une « alliance effective regroupant l'ensemble des forces démocratiques sur la base d'un programme commun » : le passage de l'unité d'action intersyndicale à l'unité d'action syndicalo-politique de la Gauche est volontaire ; il correspond d'ailleurs à une conception du « Front Populaire » : la C.G.T. en faisait partie en 1936,

— dans cette perspective, elle tend à élargir, de proche en proche, l'unité inter-syndicale en unité « syndicats-partis », puis « syndicats-partis et mouvements divers », mouvements le plus souvent animés par le P.C. ou ses militants, tactique de « front national » ou de « front démocratique » bien connue à la Libération.

B. - DES « RISQUES » POUR LA C.F.D.T.

Quels risques peuvent faire courir à la C.F.D.T. ces nouvelles formes d'unité d'action, ou simplement la pratique trop constante d'une unité pourtant maintenue sur le terrain strictement syndical ?

— pour l'homme de la rue et le travailleur non-syndiqué, pour l'opinion publique telle que la façonne la presse et la télévision, les actes publics de la C.F.D.T., ceux qui attirent les projecteurs de l'actualité, sont tous des actes communs avec la C.G.T. : **les deux sigles n'en font plus qu'un double,**

— les écarts dans l'analyse de l'actualité, nos différences de perspectives et d'idéaux n'apparaissent plus que dans des bulletins syndicaux assez confidentiels : **même nos adhérents finissent par ignorer en quoi nous nous distinguons de l'autre Centrale ;**

— cette distinction était évidente pour tout le monde, entre la C.G.T. stalinienne de la guerre froide et la C.F.T.C. à étiquette confessionnelle ; entre une C.G.T. qui veut se montrer libérale et une C.F.D.T. « humaniste », **la différence est plus difficile à saisir pour le travailleur inattentif,**

— dans ces conditions, l'influence relative de notre Centrale pourrait diminuer, ainsi que peuvent le faire craindre certains résultats des élections professionnelles, où la C.G.T. progresse sensiblement plus vite que la C.F.D.T. : **la confusion profite au plus connu, à celui dont la présence est plus ramifiée...**

— ...en cas de forte poussée de syndicalisation, à prévoir dans le cas d'une grande crise sociale ou politique, le même phénomène porterait les travailleurs **beaucoup plus massivement vers la C.G.T. que vers la C.F.D.T. :**

- ceux qui ont quitté la C.G.T. d'autrefois et croiraient y retrouver le climat d'avant le stalinisme,
- les inorganisés de toujours, syndicalement analphabètes, qui rallieraient le sigle le plus connu d'eux,
- les jeunes, sans mémoire politique ou syndicale, et portés aux solutions les plus radicales parce qu'estimées les plus efficaces,

— la C.G.T. est si consciente des avantages qu'elle tire de cette confusion, qu'elle en accentue les effets par tous les moyens : « **Oublions ce qui nous divise pour ne retenir que ce qui nous unit** »,

— nous lui conférons peu à peu **un brevet d'organisation comme les autres,** jouant le jeu démocratique comme nous, et assurons son propre recrutement parmi les travailleurs qu'avaient pu éloigner d'elle certaines méthodes ou des prises de position dictées de l'extérieur,

— de plus, elle sait que sa doctrine, la structure ferme et disciplinée que lui donne l'appartenance au parti communiste de la plupart de ses cadres, lui épargnent **tout risque de glissement sérieux** vers nos positions toute adhésion à une tactique qui serait d'abord la nôtre ; **nous ne pouvons nous prévaloir de la même solidité,**

— au contraire, d'un accord comportant plusieurs points ou plusieurs modes d'action, auxquels elle souscrit pour obtenir notre signature, la C.G.T. ne retient souvent que ce qui l'intéresse et, laissant tomber les autres, « met le paquet » là où elle l'entend : **le rapport des forces nous oblige alors à souscrire, à notre corps défendant, à cette sélection après coup,**

— l'accord interconfédéral paraît avoir retiré à certains syndicats et sections C.F.D.T., le goût et l'habitude d'une action étudiée, décidée et conduite à la base sur des objectifs localisés : beaucoup se résignent à être seulement **les exécutants des consignes confédérales,** laissant aux « instances supérieures » le soin de choisir les objectifs globaux, la stratégie et la tactique. **L'anémie et la bureaucratisation** guettent ainsi la C.F.D.T. au moment où elle aurait le plus besoin de dynamisme propre,

— enfin, la pratique quotidienne de l'action commune risque de déshabituer nos sections à agir par elles-mêmes : elles se déchargent de l'iniative, des tâches matérielles, du goût même de l'action, sur l'organisation la plus puissante et risquent de débiliter au point de ne plus savoir ni **pouvoir agir seules,** le jour où elles voudraient, dans des circonstances graves, reprendre leur liberté d'action,

— **le glissement de l'unité d'action intersyndicale en une unité politique de toute** la gauche présenterait pour la C.F.D.T., à supposer qu'elle y consente, de nombreux risques :

- **le bloc P.C.-C.G.T. aurait une cohérence** sans commune mesure avec les liaisons que pourrait créer la solidarité de fait entre C.F.D.T. et Gauche non-communiste,
- P.C. et Gauche non-communiste sont d'un poids comparable en nombre d'électeurs et au Parlement, la supériorité d'implantation du P.C. dans le pays étant équilibrée par la supériorité parlementaire de la F.G.D.S. ; **le rapport C.G.T.-C.F.D.T. nous est infiniment plus défavorable,** tant au point de vue numérique que par l'inexpérience de nos militants et adhérents dans l'action politique de masse,
- l'apparition dans les entreprises de cellules du Parti, actives, doublant et relayant la C.G.T. s'appuyant sur un climat de politisation et d'agitation de rue, enlèverait à nos sections toute possibilité de contrôler l'action sur **le terrain même de l'entreprise,**

— lorsque l'action intersyndicale tend à se fondre dans de vastes conglomérats d'organisations, les risques d'entraînement sont encore plus grands :

- nombre de ces organismes sont **créés pour la circonstance,** sans structures, sans responsables connus ; nul ne sait exactement ni où, ni comment s'y prennent les décisions et les organisations « sérieuses » sont sans moyens de rétorsion en cas de manœuvres déloyales.
- dans de nombreux cas, derrière ces structures « floues », on discerne la présence de militants d'obédience communiste qui, aux moments décisifs, « **lignent** » **strictement leur organisme** sur les positions de la C.G.T. et du P.C.,
- de toutes façons, les assemblées de base, réunions communes, etc., sont toujours l'occasion de grandes difficultés pour ceux qui **veulent maintenir le leadership des organisations syndicales ;** leur multiplication et leur prolongement nocturne usent les militants C.F.D.T., moins nombreux, les amènent à endosser, à leur corps défendant, des positions qui ne sont pas les leurs.

L'unité d'action ne peut donc être poursuivie sans dommage, pour la C.F.D.T. qu'à quelques grandes conditions :

1. **Maintenir la discipline des organisations C.F.D.T.** (1).

2. **Maintenir en forme notre « appareil » syndical** (1).

3. **Poser des actes publics C.F.D.T.** (1).

4. **Refuser l'élargissement de l'unité intersyndicale à une unité avec les partis politiques ou avec des organismes irresponsables** (1).

5. **Refuser de laisser présenter l'unité d'action comme un prélude à une unité organique inéluctable.** (1).

6. **Dans l'action quotidienne de base s'efforcer de montrer aux travailleurs en quoi la C.F.D.T. se distingue de la C.G.T.** (1).

7. **Faire connaître, en toutes circonstances ce qui fait l'originalité de la C.F.D.T., sa raison d'être et son apport irremplaçable au mouvement syndical français** (1).

---

(1) Il s'agit ici des têtes des chapitres suivants du document, explicitant les conditions dans lesquelles l'unité d'action de la C.F.D.T. avec la C.G.T. doit être poursuivie selon les dirigeants C.F.D.T. (N.D.L.R.)

Le P.C.F. contre les révolutionnaires

LE 7 décembre à Rouen, le P.C.F. empêche de se tenir une réunion consacrée à Che Guevara organisée à la salle Lefranc, par la J.C.R. (Jeunesse Communiste Révolutionnaire).

Avant que la réunion commence, une cinquantaine de nervis se massèrent devant la porte de la salle et en interdirent l'accès.

A la suite de cette agression, de nombreuses organisations dont l'U.N.E.F., le S.G.E.N., les étudiants P.S.U., la Ligue des Droits de l'Homme et le Comité Vietnam de Rouen publièrent des communiqués de protestation dont la presse locale se fit l'écho.

L'ampleur de la protestation fut telle que le 19 décembre, la J.C.R. pouvait convoquer et tenir une nouvelle réunion, à laquelle le P.C.F. ne put pas s'opposer et où il se contenta de diffuser un tract injurieux.

Ici encore, la politique de violence du P.C.F. pour tenter d'empêcher les révolutionnaires de s'exprimer, a été mise en échec.

A ce propos, nous publions ci-après une résolution du mouvement « UNIR » en date du 16 décembre 1967.

Paris, le 16 décembre 1967

RESOLUTION

Le Collectif Responsable du mouvement « UNIR », qui combat depuis 1952 au sein du P.C.F. pour son redressement démocratique et révolutionnaire,

Après avoir pris connaissance des dernières agressions physiques conduites par des responsables permanents du P.C.F. contre des réunions de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire ou contre des diffuseurs de la presse trotskyste ou prochinoise, notamment à Rouen ;

Tient à élever la plus vive protestation contre ces procédés indignes du parti marxiste-léniniste.

Les articles et mises en garde répétés ces temps derniers par la direction du P.C.F. et la direction de la C.G.T. qui a le tort de la suivre, oubliant les leçons des exclusives anti-titistes de l'époque stalinienne, tendent à justifier ces actions de commandos anti-léninistes en accusant les formations gauchistes d'être au service du capitalisme, du pouvoir gaulliste ou du patronat.

Reprenant à leur compte les vieilles accusations dilatoires de la réaction contre notre Parti, soi-disant « financé par l'or de Moscou », les dirigeants communistes joignent à la brutalité physique des accusations gratuites, et en tout cas non prouvées, sur les ressources de ces groupes.

Le Collectif Responsable d'« Unir » considère que les camarades de la J.C.R., les pro-Chinois ou les trotskystes ont le droit absolu de développer leurs arguments et leurs critiques, par la parole ou les publications, et qu'il appartient aux travailleurs d'apprécier s'ils ont raison ou tort, comme il appartient au P.C.F. de réfuter leurs arguments par d'autres arguments et des preuves. Le recours à la brutalité physique est l'argument des totalitaires, non des véritables marxistes-léninistes.

En outre, le C.R. d'« Unir » attire l'attention des militants communistes sur le fait que les actions de commandos contre ces groupes gauchistes se préparent à l'instigation de la direction du P.C.F. recrutant directement, sans que les organisations de base auxquelles appartiennent les « troupes de choc » recrutées soient en état de discuter de ces « opérations punitives » et de se prononcer démocratiquement. Il s'agit donc d'entreprises fractionnelles menées en violation des statuts du P.C.F.

Tout en réaffirmant ses désaccords sur de nombreux points théoriques et tactiques avec les camarades trotskystes et pro-chinois, et en renouvelant ses offres de confrontation publique des idées, le Collectif Responsable d'« Unir » invite tous les militants communistes à s'opposer aux actions antistatutaires de commandos et à faire se prononcer leurs cellules contre ces méthodes préjudiciables à notre Parti et à la nécessaire unité anti-impérialiste des travailleurs.

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.

Un fléau du capitalisme :

Le chômage

(Suite de la 1re page)

Les difficultés d'emploi des jeunes se sont particulièrement aggravées, comme l'atteste une récente enquête du ministère des Affaires sociales. En septembre 1967, trois jeunes de moins de 18 ans sur quatre, qui avaient déposé une demande d'emploi n'ont pu obtenir de travail. La région parisienne, longtemps épargnée par le chômage et refuge des provinciaux sans emploi est maintenant touchée. On recensait, en novembre dernier, plus de 100 000 chômeurs à Paris et certains quartiers ouvriers avaient le triste privilège de voir le nombre de leurs chômeurs augmenter de 100 %.

Si le chômage est la préoccupation majeure d'un grand nombre de travailleurs, comme l'atteste un récent sondage de l'I.F.O.P., il ne peut que réjouir les capitalistes, enfin satisfaits de la constitution d'une « armée industrielle de réserve ». Le capitalisme, en effet, s'accommode fort bien d'une armée de chômeurs qui lui permet de trouver immédiatement de la main-d'œuvre disponible, et de peser, par la concurrence, sur les salaires, tout en intensifiant l'exploitation.

Aussi inquiétante que soit la situation, on ne peut parler, actuellement, de crise économique en France. 450 000 chômeurs sur près de 15 millions de salariés, cela représente moins de 4 % de la population laborieuse. C'est trop peu pour une situation de crise, mais c'est largement suffisant pour que les travailleurs aient de légitimes raisons de s'inquiéter et, surtout, entamer une lutte implacable contre le chômage, source de démoralisation et de surexploitation patronale.

L'Etat, pour « justifier » le nombre croissant de chômeurs, invoque la récession... en Allemagne Occidentale qui a provoqué une baisse du commerce extérieur, et les nécessités du Marché Commun.

La presse bourgeoise présente le phénomène comme un mal nécessaire, partiellement soigné par les ASSEDIC et les allocations de chômage. Les bureaucraties syndicales, qui savent s'alarmer et s'indigner, entrent dans le jeu et revendiquent, dans le meilleur des cas, de timides nationalisations liées à un hypothétique changement de régime... en 1972. Le P.C.F., quant à lui, a déposé une proposition de loi à l'Assemblée Nationale réclamant l'institution d'une allocation d'un montant égal à 35 % du... SMIG pour les jeunes demandeurs d'un premier emploi !

Il est possible, en fait, de mobiliser efficacement les travailleurs dans une lutte contre le chômage. Il suffirait de faire appliquer la vieille loi de 1936 sur la semaine de 40 h pour qu'il y ait, en France, du travail pour tout le monde. Les solutions existent donc, beaucoup plus simples qu'on veut nous le faire croire. Elles ne sont ni techniques, ni économiques, mais politiques. Il s'agit de savoir si les travailleurs auront la force de refuser de faire les frais du fonctionnement anarchique du système capitaliste et d'imposer au patronat des solutions qui les avantagent : abaissement de la durée hebdomadaire du travail de manière à donner du travail à tous, pas de licenciement, le salaire mensuel garanti.

François DELAIN.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

A LA REGIE RENAULT
VICTIME DU CAPITAL

Dans l'île il y a 15 jours deux de nos camarades ont été tués par des cars. Les circonstances de cet accident sont le rythme infernal de travail dans cet atelier. En effet les caristes doivent transporter chaque jour et dans un minimum de temps des charges importantes, résultat : il faut aller vite, faire du slalom dans les allées qui sont toujours encombrées soit par des camions soit par des containers, soit par des bennes, soit encore par des ouvriers qui balaient l'atelier. Finalement, un jour l'accident arrive et fait des victimes.

Il faut sortir toujours davantage de voitures avec des moyens de plus en plus réduits. Ceux qui ne savent pas organiser la production autrement qu'en sacrifiant des vies humaines sont, nous ne craignons pas de le dire, des incapables. **Et leur incapacité est un crime.**

(V.O. RNUR, n° 39.)

NOTRE SEUL BIEN

La semaine dernière, à l'essayage, deux voitures ont pris feu, à la suite d'une fuite d'essence. Par bonheur, il n'y a pas eu de conséquence grave, puisque, dans les deux cas, les travailleurs concernés sont sortis indemnes.

Entre les freins qui lâchent et les fuites d'essence, être essayeur chez Renault comporte des risques. Ce sont, dira-t-on, les risques du métier ? Eh bien non ! Un contrôle plus rigoureux avant l'essayage éliminerait ces risques. Il faut sans doute, pour cela, embaucher de nouveaux travailleurs, ou réduire les cadences. Et bien ! Que la Régie paie. Il y va de notre vie !

(V.O. RNUR, n° 39.)

A L'URBAINE ET LA SEINE (Paris)
DES REUNIONS POUR NOUS MOBILISER OU NOUS DEMORALISER ?

Ces jours-ci les préoccupations de tous vont aux fêtes de Noël qui viennent d'avoir lieu et de fin d'année qui arrivent. Mais les fêtes ne vont pas durer et dès janvier nous aurons à nouveau à faire face aux difficultés : terme, impôts, augmentations de prix, etc., et il n'y aura pas de double mois pour nous aider. Plus que jamais le problème de nos salaires va se poser.

Devrons-nous nous contenter de la dérisoire augmentation des 4,35 % ?

La semaine dernière lors de la réunion d'information on nous a dit que les patrons restant sur leurs positions il allait falloir faire quelque chose : « Pas maintenant parce qu'avec les fêtes de fin d'année nous avons beaucoup à faire, mais on verrait en janvier » dixit une déléguée.

Au lieu d'aborder le problème sérieusement, au lieu de tirer les conclusions sur l'inefficacité, l'insuffisance des actions menées jusqu'à présent, et surtout, au lieu de préparer dès maintenant avec le personnel la lutte sérieuse qu'il nous faudra engager si nous voulons obtenir satisfaction, les délégués ont préféré tenir des propos ridicules sur les « révolutionnaires ». Ils essayèrent de tourner en dérision les jeunes et les plus combatifs d'entre nous en les traitant « d'excités », de « violents », de « révolutionnaires sanguinaires ».

Autant d'idioties qui ne font que rendre ridicules ceux qui les prononcent.

Car enfin est-ce être excité que de vouloir mener la lutte jusqu'à la satisfaction de nos revendications ? Est-ce être un « révolutionnaire sanguinaire » que de refuser de se contenter des miettes que nous accordent les patrons après avoir fait tourner en rond les syndicats de réunions en réunions stériles ?

Alors, au lieu de se rendre ridicules avec de telles paroles et d'essayer de démoraliser ceux qui veulent faire quelque chose, les responsables syndicaux feraient mieux d'essayer de mobiliser les plus hésitants et redonner confiance à chacun en nous préparant à autre chose qu'à participer à des escarmouches qui n'ont jamais fait céder les patrons.

(V.O. Urbaine et la Seine, n° 41.)

AU DEPT 37 DE LA REGIE RENAULT
RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL !

Actuellement la C.G.T. propose une réforme de la grille des salaires que nous devrions faire adopter par la direction.

En mars 1959, les outilleurs de l'usine débrayaient à plusieurs reprises pour s'opposer au nouveau système de salaire basé sur les « études de poste ». Si à l'époque la C.G.T. défendait dans ses tracts la revendication « pas de système de paie qui nous divise », dans les faits il en était tout autrement, et l'on a vu Poperen, (maintenant membre du Comité Central du P.C.F.) nous demander de reprendre le travail dans le calme et la dignité, que nous avions d'autres formes de lutte.

Les militants de « Voix Ouvrière » eux, disaient que si les outilleurs étaient les premiers visés, la direction ne s'arrêterait pas là et qu'elle appliquerait ce système à toute l'usine et que c'était donc à ce niveau qu'il fallait engager la bataille. Ils furent alors traités par la C.G.T. « d'énergumènes irresponsables ».

Si la grille de la Régie fait qu'actuellement il n'y a plus deux ouvriers qui touchent le même salaire, ce n'est pas la grille dorée de la C.G.T. qui nous permettra d'en sortir et les revendications d'il y a bientôt 9 ans sont toujours à l'ordre du jour :

— pas de système de paie qui nous divise ;

— retour à trois catégories (manœuvre, O.S., compagnon).

Tous ensemble dans une action généralisée, nous devrons les faire aboutir.

(V.O. RNUR Dept 37, n° 262.)

AUX ASSURANCES GENERALES (Paris)
PAS DE CADEAU

La direction a fait circuler une note de service pour information du fait suivant : un producteur salarié, ayant été prié par son chef de mettre sa propre voiture à sa disposition pour raison de service, a causé un accident au cours de ce déplacement commandé. Or ce salarié — assuré aux A.G. — n'avait qu'une assurance promenade.

La direction des A.G. entend « réserver tous ses droits pour poursuivre celui-ci (le producteur salarié) en remboursement du montant de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées en définitive contre elle ».

La direction nous donne deux leçons. Tout d'abord, qu'il faut savoir dire non à nos chefs quand ceux-ci nous demandent de faire du zèle. D'autre part, que la direction, dans aucun cas, ne nous fera le moindre cadeau. A nous de ne pas lui en faire non plus.

(V.O. Assurances générales, n° 109.)

A LA C.I.T. (Paris)
MISE AU POINT

« L'Humanité » du 16-12-67 faisait le bilan de la journée d'« action » du 13 décembre, en particulier dans la métallurgie, où les grèves et les débrayages auraient amené un certain nombre d'acquits. Et de citer la C.I.T. en exemple avec 4 % d'augmentation et des promotions (!).

D'abord les augmentations (à la tête du client et non 4 % pour tout le monde) entrent dans les prévisions patronales de chaque année pour compenser un peu ce qu'on nous repique par l'inflation, ensuite elles étaient prévues bien avant le 13 décembre : la nôtre n'était-elle pas affichée avant le mois de novembre ! Et quant à l'action, nous attendons toujours les consignes promises dans le tract distribué le lundi.

Mais voilà qui ne gêne guère les plumitifs de l'Huma. Leur boulot consistant avant tout à faire croire que des journées comme celle du 13 sont payantes. Et que faire pour ça, sinon maquiller la réalité ?

(V.O. C.I.T., n° 76.)

A L'HOPITAL NECKER (Paris)
DOLCE VITA ?

Monsieur le directeur a dit à nos représentants reçus en délégation le 13 décembre que les garçons n'avaient plus rien à faire puisque tout se faisait maintenant par tracteur. Encore faudrait-il d'abord qu'il y ait des chauffeurs en nombre suffisant ?

Par ailleurs nous invitons Monsieur le directeur à troquer son stylo contre la blouse du garçon et à venir goûter quelques temps la vie de dolce farniente qui est parait-il la nôtre. Il pourrait ainsi passer d'agréables vacances. Quant à nous, histoire de travailler tout de même un peu, nous sommes prêts à le remplacer à tour de rôle dans sa fonction directoriale... avec la paie correspondante évidemment.

(V.O. A.P. Hôpital Necker, n° 28.)

CHEZ CHAUSSON (Gennevilliers)
LES CHRONOS... MAITRES DES ATELIERS ?

Comme on s'y attendait le chrono est arrivé à la RU et paraît-il, il ne sait plus où mettre les temps morts qu'il gaspille lui-même en restant des heures à ne rien faire d'autre qu'à nous regarder trimer. Il doit être bien embarassé pour trouver du bon temps dans ce cirque. A moins qu'il ne cherche à ratiboiser 1/4 d'heure à chacun pour nous les redistribuer officiellement comme temps de pause pour souffler un peu ?

Eh bien même cela il lui sera bien difficile de le faire, car les cadences à la RU, c'est une perpétuelle course contre la montre. Au point même que lorsqu'un pépin arrive, une panne de chaîne par exemple que la direction veut récupérer dans les plus brefs délais, les voitures sont à reprendre pour être soit réparées soit terminées. De telle sorte que le travail s'accroît. Cela est arrivé il y a un certain temps sur la 204, aussi des dizaines de voitures par terre ont dû être reprises. Il y a une limite à tout.

Et si Chausson veut des bagnoles qui ressemblent à des bagnoles il faudra qu'il mette en sourdine sa volonté de nous transformer en machines.

(V.O. Chausson Gennevilliers, n° 249.)

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe.
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire (C.A. F.L.) Saint-Chamond.
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15e
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
S.E.V. — Issy-les-Moulineaux.
CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

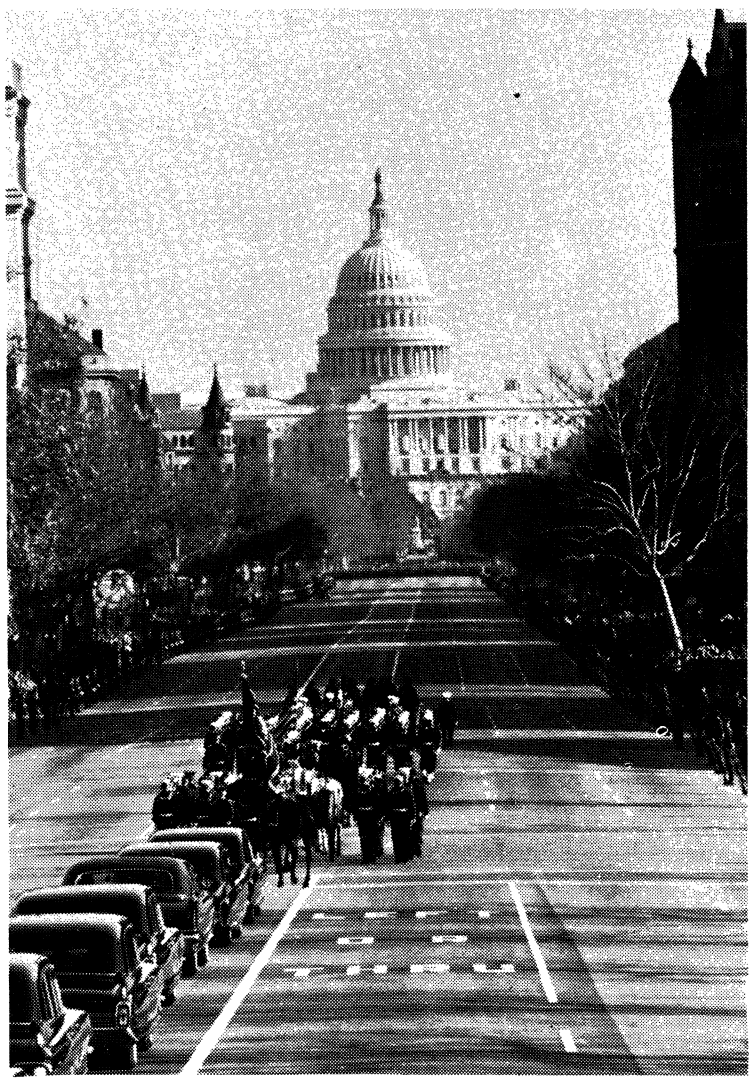
CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13e
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants — Malades).
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15e
CHEMINOTS — Gare de Lyon
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche
MAVILOR - Saint-Chamond

Si Kennedy est bien mort, l'affaire n'est peut-être pas encore enterrée

LE Procureur Garrison ne mâche pas ses mots. « On nous trompe. On trompe tout le monde aux Etats-Unis, parce que celui qui contrôle le passé, contrôle l'avenir. Pourquoi ? Par soif de pouvoir. Si les gens connaissaient les faits au sujet de l'affaire de Dallas, ils ne toléreraient pas plus longtemps ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir. Ne perdez pas de vue celui à qui le crime profite le plus. Qui a nommé la commission Warren ? Qui dirige la C.I.A. ? Qui dirige le F.B.I. ? Le Président des Etats-Unis. »

Et plus loin ses accusations se font plus précises : « Le Président Johnson protège les assassins de son prédécesseur. Il faut faire quelque chose. On ne peut pas permettre que le Président Johnson s'en tire à si bon compte. »



Les obsèques de Kennedy (Photo A.F.P.)

Ces déclarations sans équivoque ont paru dans une publication catholique de gauche et ont soulevé quelque émoi aux U.S.A. Il est vrai qu'aux Etats-Unis, la juridiction sur la diffamation est extrêmement lâche et que légalement Garrisson n'est pas tenu de donner les preuves de ce qu'il avance. Cela ne peut manquer d'étonner le citoyen français qui se voit inculper d'outrage au chef de l'Etat pour une simple caricature jugée injurieuse. Mais les mœurs d'outre Atlantique ne surprennent que les plus naïfs. Il fallait à Garrisson plus de culot que de courage pour exposer ses vues sur le meurtre de Dallas. Il n'en reste pas moins qu'il est allé là aussi loin qu'il pouvait aller sans tomber sous le coup de la loi.

La thèse du procureur, que l'on appelle là-bas le « James Bond des marécages », est que Lee Oswald ne serait pas l'assassin de Kennedy mais un agent de la C.I.A. Le président des Etats-Unis serait tombé sous les balles d'un groupement d'extrême-droite ayant des complicités dans la C.I.A. et le F.B.I. et se proposant d'amener à la présidence des U.S.A. Edgar Hoover, directeur du F.B.I. Ce dernier, informé cinq jours avant le meurtre du complot et de ses préparatifs aurait laissé faire. Et Johnson, mis au courant 24 heures après l'assassinat des tenants et des aboutissants de l'affaire, aurait couvert le tout, y compris l'élimination des témoins, acteurs et agents doubles, tels que Lee Oswald, etc...

Cette interprétation des faits tient certes du roman policier bon marché, mais en matière de série noire, la réalité l'emporte souvent sur la fiction. Et nous sommes à même d'en juger, nous qui avons connu, il n'y a pas si longtemps, l'enlèvement de Ben Barka et le « suicide » de Figon. Le défaut fondamental de cette thèse est bien évidemment le manque de preuves et plus encore la personnalité du procureur Garrisson. En février dernier, il jouait déjà les vedettes, affirmant à la presse : « Nous sommes en possession des noms de ceux qui ont participé à la mise au point des plans. Nous ne perdons pas de temps et nous le prouverons : il y aura des inculpations et nous obtiendrons des condamnations ». En fait, ces déclarations fracassantes ne furent suivies que d'une parodie d'enquête et d'une seule inculpation qui d'ailleurs, ne mena nulle part. Les témoins de Garrison, recrutés dans les bas-fonds de la société, se montrèrent incapables de prouver quoi que ce soit ou se rétractèrent purement et simplement. Le bluff Garrisson avait fait long feu. Aujourd'hui encore, les nouvelles révélations du procureur viennent trop à propos dans les circonstances électorales des U.S.A. pour inspirer autre chose que de la méfiance.

Mais quelles que soient les motivations de Garrisson et les doutes qui pèsent sur son intégrité personnelle, il n'en reste pas moins que ses accusations n'ont été possibles que parce que l'enquête sur la mort de Kennedy n'a été elle-même qu'une sinistre et cynique parodie.

Il est de notoriété publique que la commission Warren qui devait faire toute la lumière sur l'assassinat du président Kennedy, s'est contenté d'une version rassurante et simpliste à souhait destinée à « amuser » le public tandis que disparaissaient un à un tous ceux qui, de près ou de loin, avaient été mêlés non seulement au meurtre mais encore à l'enquête. Plus de 14 personnes ont ainsi disparu mystérieusement, de façon accidentelle ou criminelle, mais toujours opportune. En fait, si Garrisson peut aujourd'hui tenir de tels propos, c'est que sa thèse est encore infiniment plus vraisemblable que celle du rapport Warren ! Et qu'il s'y mêle sans doute plus de vrai que de faux.

Il était visible dès le début que le ou les assassins n'avaient pas agi seuls et qu'ils bénéficiaient des plus hautes complicités à la fois dans le monde politique et dans l'appareil d'Etat lui-même. Nous écrivions à l'époque (Voix Ouvrière du 2 décembre 1963) : « indépendemment même des opinions de ceux qui ont déclenché la machine à tuer, le président Kennedy a été la victime de son propre appareil d'Etat » et plus loin : « Un Etat c'est un appareil de répression. Dans un immense pays comme les Etats-Unis, l'Etat est immense :il y a là-bas cinquante Etats dans l'Etat et, pour une fois, la queue à mordu la tête. » Johnson ne pouvait pas faire la lumière sur l'assassinat de Kennedy sans s'attaquer aux bases de la domination sur laquelle repose son gouvernement. Il ne pouvait pas s'attaquer à la police, à l'administration des Etats du Sud, à la police fédérale elle-même, parallèle ou pas, sans détruire les fondements de son propre pouvoir. Il ne pouvait que couvrir les assassins de Kennedy. C'est ce qu'il a fait. Mais la pourriture de l'appareil d'Etat américain suinte par tous les pores de la société. Si un homme aussi douteux que Garrisson peut aujourd'hui jouer les chevaliers de la vérité, c'est que toute la vie politique américaine est elle-même empoisonnée par sa propre décomposition.

Michèle TOURNY.

VEDETTE AMERICAINE

Le Vice-président des Etats-Unis, Humphrey, vient d'entreprendre une tournée africaine.

Comme toute vedette internationale, il n'a négligé ni les accessoires, ni les figurants. Pour visiter le Libéria, le Congo, le Ghana, la Zambie, l'Ethiopie, la Somalie, le Kenya et la Tunisie, il s'est fait accompagner de plusieurs Noirs américains. Notables non violents tels le juge Thurgood Marshall, ancien avocat de la NAACP et actuellement membre de la Cour Suprême, ou encore journaliste et homme d'affaires.

Il faut dire que le numéro qu'il doit présenter est assez périlleux et requiert énormément d'habileté et de doigté dans l'illusionisme. Ne doit-il pas en effet « renouveler l'engagement pris par le président Johnson de venir à bout de la pauvreté, de l'ignorance et de la sous-alimentation et de la maladie en Afrique comme en Amérique ? »

Il faudrait être bien ingrat ou bien blasé pour ne pas applaudir au tour de passe qui consiste à affirmer, sans rire, pareille chose.

Mais peut-être les Noirs africains auraient-ils préféré voir et entendre un leader plus représentatif de la population noire U.S., Stokely Carmichael par exemple !

M. T.

ISRAËL

« UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE N'EST PAS UN PEUPLE LIBRE » (K. MARX)

LA situation politique israélienne, sept mois après la guerre de six jours, prouve encore une fois la justesse de la phrase de Marx sur l'oppression d'un peuple par un autre.

Avant la crise de Juin, pour la première fois depuis la création de l'état juif, s'ébauchait en Israël une situation qui offrait des possibilités importantes au mouvement ouvrier pour se détacher de l'idéologie bourgeoise et réactionnaire du sionisme.

Le chômage qui s'accroissait sans cesse (10 % de la population active) touchait très gravement la classe ouvrière et de nombreuses manifestations, dont une à Tel Aviv devant le siège des syndicats, avaient réuni au coude à coude contre la police ouvriers juifs et arabes.

Dans les entreprises, contre la politique traître de la Histadrut le syndicat unique, s'étaient créés des comités ouvriers qui, sous l'influence de militants socialistes de gauche et communistes, se fédéraient entre eux, tenaient des meetings et organisaient des grèves contre la volonté de la centrale syndicale.

Sur le plan politique, le mouvement d'Ouri Avneri, prônant une fraternité « sémitique » entre juifs et arabes, attirait vers lui un grand nombre de jeunes inorganisés écœurés par la politique sioniste. Dans la banlieue de Tel Aviv, un meeting de ce mouvement avait réuni 300 jeunes Juifs et Arabes, chiffre considérable pour le pays.

L'extrême droite aussi profitait de la situation socialement instable.

Par exemple, le parti nationaliste « Herout » avait fait prendre d'assaut et brûlé le drapeau de la maison des syndicats par les chômeurs dans le port d'Ashdod. Mais en fait, la situation était loin d'être défavorable à la classe ouvrière.

La guerre du 5 juin a, de ce point de vue, tout bouleversé. La vague chauvine a profité en tout premier lieu à la droite et à l'extrême droite dont un des leaders, le général Moshe Dayan, est sans doute redevenu l'un des hommes les plus populaires du pays.

L'Union Sacrée réalisée entre tous les partis sionistes et soutenue par le Parti communiste projuif (Maki) a bien reflété le changement de la situation politique.

Le seul parti politique opposé à la guerre, les communistes pro-arabes du Rakkar, était complètement isolé en compagnie de l'organisation socialiste israélienne.

Aujourd'hui, l'Israélien moyen est persuadé d'avoir échappé au massacre et il respire. Mais la situation favorable d'avant la guerre a disparu.

Deux grandes tendances semblent se dessiner :

L'une qui semble la plus forte, soutenue par les nationalistes et les « socialistes » de l'« Ahdout avooda » préconise la création d'un « grand Israël » par l'intégration pure et simple des territoires occupés. A côté des rabbins orthodoxes de Mea Shaarim et des généraux figurent dans ce mouvement des industriels, des socialistes-sionistes, des membes des kibbutzim.

A l'opposé de ce mouvement, les communistes du Maki, les « socialistes de gauche » du Mapam et Ouri Avneri, député « progressiste » préconisent la création d'un état palestinien indépendant lié à Israël par des liens fédéraux.

Outre qu'il parait actuellement douteux que la population palestinienne soit prête à accepter un tel Etat croupion, nouveau Basoutholand, il faut remarquer que ces organisations politiques et Avneri ont justifié l'attaque israélienne du 5 juin comme un geste de légitime défense, s'alignant complètement sur le gouvernement Eschkol.

Un autre mouvement, groupant essentiellement des intellectuels (professeurs, artistes et écrivains) a affirmé dans un appel à la population israélienne que « le mouvement pour le plus grand Israël constitue une trahison de la guerre de six jours ». Croire ou faire croire que la guerre des six jours a pu avoir d'autres buts qu'une attaque impérialiste contre les Etats arabes est pour le moins hypocrite. Mais le fait de justifier la guerre de juin pour lutter contre l'extrême droite est assez révélateur de la pression nationaliste considérable qui s'exerce sur l'intelligentsia israélienne de gauche qui, depuis la création de l'Etat avait été, autour de l'Université de Jérusalem, le bastion de l'anticonformisme et d'un certain antimilitarisme.

La situation a également empiré sur d'autres plans.

Jusqu'à présent, l'avortement était pratiquement légalisé en Israël et même remboursé par la Sécurité sociale.

Les déclarations du gouvernement sur la nécessité de peupler les territoires conquis pour ne pas se laisser submerger par la vague démographique arabe ont fait naitre et se renforcer tout un arsenal juridique contre le droit à l'avortement.

Ainsi, même sur le plan des libertés personnelles la « victoire » des six jours a des conséquences néfastes.

Au niveau parlementaire, la prochaine fusion du Mapai, du Rafi et de l'Ahdout Avoda dans un grand parti « ouvrier » portera un coup sérieux au système électoral puisque le Mapai n'a pas caché son intention, dès qu'il aura la majorité grâce à la fusion, de supprimer le système de la proportionnelle intégrale et d'élaborer un système électoral qui avantagerait les grands partis comme celui qui existe en France actuellement. Le régime présidentiel est dans l'air et certains voient même en Dayan le président idéal.

L'oppression accrue des masses arabes et le mysticisme biblique qui a pris des proportions considérables complètent le tableau de la liberté qu'a donné aux Juifs d'Israël « leur victoire » sur les masses arabes.

Quant au chômage, il a été résolu par l'incorporation d'une partie des chômeurs dans l'armée et par un certain redémarrage de l'économie dû aux dons des communautés juives de la Diaspora après la guerre. Mais l'absorption d'une population de plus d'un million d'habitants, beaucoup sans ressources, risque de reposer le problème à une échelle infiniment plus vaste.

Il avait fallu près de vingt ans pour que des travailleurs juifs et arabes se retrouvent au coude à coude dans les luttes. Il n'a fallu qu'une manœuvre de la bourgeoisie israélienne aidée par les bureaucraties ouvrières pour que les ouvriers juifs oublient que les travailleurs arabes sont leurs véritables alliés.

L. STERN.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration : 29, rue de Château-Landon, Paris (10e).

Responsable publication : Maurice Schroedt.

Parution hebdomadaire (en vente le mercredi).

Prix : 1 F.

Abonnements :

6 mois 15 F

1 an 25 F

Abonnements de soutien :

6 mois 30 F

1 an 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT, C.C.P. PARIS 9424-78.

Imprimerie Composition : Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris (18e).

Impr. : « Rotoffset », 77-Meaux.
Distribué par les NMPP.